

La RDA et M. Gorbatchev

Le vent nouveau vient de l'Est... Les dirigeants des pays du pacte de Varsovie. Le discours réformateur et les gestes spectaculaires de M. Mikhaïl Gorbatchev - libération de dissidents et proposition de réforme du mode de désignation des responsables - se heurtent au scepticisme et à l'irritation des plus hauts responsables de Prague et de Berlin-Est.

M. Vasil Bilak, le numéro deux du Parti communiste tchécoslovaque, principal tenant de la ligne « dure » au sein du PCT, a mis en garde ceux qui voudraient s'inspirer du nouveau cours moscovite pour réhabiliter le « printemps de Prague ».

A Berlin-Est, M. Erich Honecker, si l'on en croit un hebdomadaire aussi sérieux que « Die Zeit », de Hambourg, a usé d'un langage sans détour devant les secrétaires régionaux de son parti, le SED. « On peut dire ce que l'on veut de l'Union soviétique et de son évolution, aurait-il déclaré, il demeure que la victoire de l'Octobre rouge est un événement d'importance mondiale. Cela signifie entre autres qu'un Mikhaïl Gorbatchev, si critique soit-il, ne pourra rien changer au fait que l'URSS est une puissance mondiale de première grandeur. »

Bien qu'exprimées simultanément, ces oppositions à la nouvelle ligne en vigueur à Moscou doivent être analysées de manière différenciée. La réaction de M. Bilak reflète d'une attitude conservatrice classique. Elle est destinée à décourager ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur du PCT, voudraient s'engouffrer dans la brèche pour mettre fin à deux décennies d'immobilisme.

M. Honecker, au contraire, n'a pas à craindre que l'exemple soviétique n'incite ses concitoyens à la révolte. Les libérations de dissidents intervenues à Moscou passent peu à leurs yeux en face de la très forte augmentation des visas de sortie amorcée sans tambour ni trompette par les autorités de Berlin-Est.

Mais surtout on se méfie des initiatives de M. Gorbatchev sur le plan international qui risquent de compromettre le discret mais efficace processus de rapprochement interallemand en cours depuis près de vingt ans.

Une fois n'est pas coutume, l'intérêt de l'appareil dirigeant semble coïncider avec les aspirations de la population.

Plus profondément, la mémoire collective de la société est-allemande retient que les périodes de changement et d'instabilité en Union soviétique ont eu des conséquences dramatiques pour le pays : le mur de Berlin n'a-t-il pas été dégrégé lorsque le pouvoir de Mikhaïl Khrouchtchev était à son apogée ? Que M. Gorbatchev s'avisait simultanément de négocier avec Washington et d'appliquer une politique nouvelle à l'égard de l'Europe occidentale, et c'en est fait de la marge de manœuvre interallemande que M. Honecker s'était ménagée depuis le début des années 70.

M. Gorbatchev trouve certes des appuis pour sa politique en Pologne, en Hongrie et même dans une partie de la direction tchécoslovaque. Mais il devra compter avec la grogne du « meilleur élève de la classe socialiste », qui va sans doute bien au-delà d'une révolte d'appareils inquiets pour leurs privilèges.

(Lire nos informations page 4.)

Coopération pour un réacteur en Indonésie

Rapprochement franco-allemand dans l'énergie nucléaire

La société allemande Kraftwerke Union (KWU), filiale à 100 % de Siemens, et FRAMATOME, filiale de la française CGE, ont décidé de coopérer pour l'étude d'un réacteur nucléaire de 600 MW destiné à l'Indonésie.

Cette information pourrait paraître anodine. Après tout, les sociétés précitées officiellement que cette coopération est limitée à ce seul contrat. Mais, pour qui connaît le marché des réacteurs nucléaires, c'est là un armistice, preuve de la grande inquiétude de cette industrie, et, à terme, une chance à saisir pour l'Europe.

L'industrie nucléaire se porte mal. Après avoir enregistré une certaine annulation de commandes - principalement aux États-Unis - depuis l'accident de Three Mile Island (pour des raisons qui ne devaient pas toutes à la sécurité), la voilà qui va devoir faire face à la grande inconnue de l'après-Tchernobyl. Or, déjà, partout, après le ralentissement de la croissance économique et de la consommation énergétique, sans parler de la pression des Verts, les marchés nationaux des constructeurs s'étaient réduits. Quant à l'exportation, c'est encore pire.

Comme l'affirme un responsable nucléaire : « Les pays qui avaient le plus besoin de s'équiper n'ont pas l'argent nécessaire. »

L'Égypte et la Turquie, après avoir lancé des appels d'offre et, dans le second cas, après s'être engagés auprès d'un fournisseur canadien, hésitent. Et quand un industriel emporte un rare marché - sur lequel la concurrence est forcément momentanée - il ne le fait pas pour gagner de l'argent mais pour maintenir les équipes en activité. Les Français en savent quelque chose, qui ont perdu des sommes non négligeables en Corée du Sud et n'espèrent pas - pour 6 milliards de francs - faire le moindre bénéfice sur le contrat des deux réacteurs construits à Daya-Bay pour le compte des Chinois.

En Europe, alors que KWU et FRAMATOME ont une capacité de production de quelque 15 000 MW, KWU n'a reçu en 1986 aucune commande, et FRAMATOME s'est contentée, après sept années de négociations, de l'achat par la Chine de deux lots de réacteur de 1 000 MW.

BRUNO DETHOMAS.
(Lire la suite page 27.)

Du septennat au quinquennat

Le RPR se déclare opposé à la réforme de la Constitution

Le RPR organise un tir de barrage contre la proposition de réduction du mandat présidentiel. M.M. Toubon, Borotra et Chaban-Delmas se sont déclarés, vendredi 13 février, opposés à toute réforme de la Constitution.

Sept ans, c'est bien long. Ils sont deux - qui parlent d'expérience - à le penser. « Trop long », estime M. Giscard d'Estaing en promettant de parvenir à ses fins - le raccourcissement du mandat présidentiel - dès cette année. « Il ne faut pas qu'un président s'éternise », renchérit M. Mitterrand, qui, pendant sa campagne présidentielle, s'était prononcé pour un mandat de sept ans non renouvelable, ou deux mandats de cinq ans, au plus.

Il était difficile pour le chef de l'Etat d'annoncer tout à trac, en fin de mandat, une telle initiative. Elle aurait été immédiatement interprétée comme une manœuvre tactique destinée à faciliter son éventuelle réélection, voire comme une infime « ratatouille politicienne » pour parler comme M. Barre, mitonnée dans le seul but de diviser encore un peu plus la majorité de M. Chirac.

JEAN-YVES LHOMEAU.
(Lire la suite page 6.)



Dans l'attente d'une offensive libyenne

Guerre d'escarmouches au Tchad

Les consultations diplomatiques se multiplient pour tenter de ramener la paix au Tchad. Après l'Algérie et le Congo, le Nigeria et le Gabon étudient de nouvelles initiatives. Alors que la guerre d'escarmouches se poursuit, les Tchadiens redoutent une offensive libyenne par le Soudan.

N'DJAMENA
de notre envoyé spécial

Ils ont le regard fuyant de tous les prisonniers. Un minibus les a transportés ici, dans l'une des nombreuses casernes dont disposent, dans la capitale, les Forces

armées nationales tchadiennes (FANT). Certes, ce n'est pas la première fois que les autorités de N'Djamena exhibent des prisonniers devant la presse internationale. Mais ceux-ci, un groupe de quatorze Mauritanais, ont des choses bien intéressantes à raconter. Les circonstances qui les ont amenés à affronter les troupes tchadiennes, puis à être capturés, à Zouar, dans le massif du Tibesti, le vendredi 6 février, ne sont guère originales, bien que confuses. Comme tant d'autres éléments de la « légion islamique », ils voulaient se rendre en Libye pour « trouver du travail ».

La « filière », cette fois, passait par l'Algérie, où certains disent avoir été contactés par des « Libyens ». Arrivés en Libye, le mirage d'un emploi dans des « projets de construction » est vite dissipé : ceux qui refusaient une formation militaire (trois ou quatre mois, à Mazda, près de Tripoli), ont été « frappés » et emprisonnés à la prison de « Zinco », située dans le centre de la capitale libyenne, jusqu'à ce qu'ils cèdent.

Le témoignage de ce groupe de jeunes prisonniers (ils ont entre dix-sept et vingt-trois ans) prend toute sa signification dès lors que l'on essaie de leur faire préciser la date de leur arrivée dans le

Tibesti. Trois d'entre eux, qui parlent français, affirment la même chose : c'est le 28 janvier qu'ils ont quitté le Libye par avion (l'un d'eux précise qu'ils s'agissait d'un Fokker-27 et qu'ils étaient une quarantaine de Mauritanais à bord), qui les a déposés à Zouar. Leur description de la palmeraie semble suffisamment précise pour qu'il n'y ait pas de doute sur l'endroit. Ils ajoutent qu'après avoir passé environ huit jours dans la localité, ils ont été capturés à deux kilomètres de là.

LAURENT ZECCHINI.
(Lire la suite page 5.)

Kokoschka au Centre Georges-Pompidou

Dessins de rupture et d'errance

Après la grande exposition « Vienne », après celle d'honorable taille qui, en 1984, réunissait à l'Hôtel de Ville de Paris les dessins de Klimt, Kokoschka et Schiele, on n'est pas très sûr de bien saisir l'opportunité d'une nouvelle inscription de Kokoschka au programme du Musée national d'art moderne.

Pour un peu, on se prendrait même à penser, méchamment, que cette programmation, décidément, tient trop aux goûts particuliers (certes il en faut) de tel ou tel conservateur. Cela dit, la parution de l'autobiographie du peintre dans le temps de l'exposition doit pouvoir lui servir, si besoin est, d'alibi. Même si de cette longue « vie » les quelques quatre-vingts dessins et aquarelles rassemblés au cabinet d'art graphique ne recouvrent qu'une vingtaine d'années, de 1906 à 1926.

Ce sont les meilleures, les plus cruciales, celles des grandes ruptures, mutations et migrations. Rupture avec l'esprit de la Séces-

sion viennoise par le rejet de l'élégance linéaire héritée de maître Klimt; rupture avec Vienne tout court : après ces années-là, Kokoschka n'y reviendra pas; rupture au cœur et mal d'amour exercés dans une poupée de chiffons grandeur nature et faite à l'image (infidèle) d'Alma Mahler.

Rupture, errance et violence... rien n'échappe au travail sur papier où l'artiste prépare son entrée dans l'expressionnisme, la montée de la couleur, après avoir briaé les contours, ouvert et multiplié plaies, contours, déformations et dissonances. Dans les nus et les portraits. D'abord à travers des corps maigres d'adolescents incertains, plus tard dans des visages décrits sans complaisance, perdus dans d'insaisissables rêveries.

Kokoschka, ça n'est pas Schiele. Dans la préface au catalogue, l'historien d'art allemand Werner Hofmann fait remarquer à ce propos que les modèles de Schiele, même placés dans des

situations extrêmes, ont toujours conscience de jouer un rôle, mais pas ceux de Kokoschka, seulement préoccupés d'eux-mêmes.

Et c'est vrai que chez Schiele le nu pose et s'expose. Tandis que chez Kokoschka il ne pose pas, il cherche à se poser, tête le terrain et se tâte, perplexe et pensif, penché, toujours en équilibre fragile dans la page, lieu d'exercices corporels et de conflits internes, qui balance la figure humaine entre action et réflexion, rêve et réalité, intériorité et extériorité, opacité et transparence.

Ici la saisie à corps perdu du mouvement de la vie intérieure ne laisse pas de place à la recherche d'un style. D'autant que le dessin n'a jamais été pour Kokoschka un moyen d'expression autonome, une fin en soi.

GENEVÈVE BREERETTE.
(Lire page 19 l'article de NICOLE ZAND sur l'autobiographie de Kokoschka.)
* Musée national d'art moderne, Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 22 mars.

Renforcement militaire en Guyane

Face au développement de la rébellion dans l'Etat voisin du Suriname, la France a décidé de renforcer son dispositif militaire dans le département qui abrite la base de Kourou.

PAGE 2

La répression en Afrique du Sud

Quatre mille jeunes Noirs seraient incarcérés en vertu de l'état d'urgence.

PAGE 30

Baisse de 3,2 % du prix du gaz

Le gouvernement veut réduire les tarifs énergétiques pour limiter l'inflation.

PAGE 27

Jeunesse délinquante

Un rapport remis à M. Chalandon propose une réforme de l'éducation surveillée.

PAGE 8

Le Monde SANS VISA

Safari à plumes au Sénégal

Les Français et leurs vacances françaises. Les paquebots à voiles, nouveaux pullmans des mers. Marchand de voyages, le dur métier. Gastronomie : la querelle des œufs pochés.

Pages 13 à 18

Le sommaire complet se trouve page 30

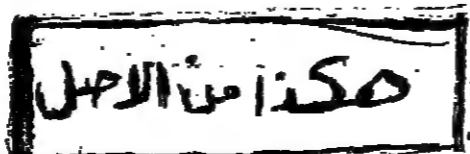
CE SOIR
A APOSTROPHES

Philippe SOLLERS

Le Cœur Absolu

roman

GALLIMARD *mf*



Proche-Orient

L'évolution du conflit libanais

Le Conseil de sécurité poursuit ses efforts en vue d'obtenir la levée du siège des camps palestiniens

Des contacts diplomatiques se sont poursuivis, jeudi 12 février, durant toute la journée à l'ONU pour obtenir que le Conseil de sécurité des Nations unies réclame la levée du siège des camps palestiniens de la banlieue de Beyrouth, où règne la famine. La demande formulée par M. Yasser Arafat en faveur d'une intervention de l'Office des Nations unies pour la Palestine (UNRWA) dans le crise des camps a provoqué un intense débat.

En principe, nous indiquons notre correspondance aux Nations unies, Charles Lescout, le livraison de vivres et de médicaments par l'UNRWA ne devait pas poser de problèmes, étant donné qu'il s'agit d'une activité parfaitement compatible avec le mandat de cette agence, chargée d'aider les réfugiés palestiniens dans tous les pays de la région. Mais l'exigence du mouvement chiite Amal de recevoir, simultanément, le même volume d'aide - au profit des populations éprouvées par des combats autour des camps - représente une évolution que les Nations unies ne semblent pas prêtes à affronter.

Nations unies qu'il composer avec Amal. Un accord en ce sens avait été conclu mercredi entre le directeur de l'UNRWA, M. Giacometti, et M. Nabih Berri. On sait qu'il n'a pu être mis en application sur place. Le secrétaire général, poursuit notre correspondant, éprouve des difficultés à refuser les demandes chiites, étant donné l'importance des miliciens d'Amal dans le sud du Liban, où le sort des « casques bleus » de l'ONU dépend en partie de l'appui apporté par M. Nabih Berri.

Tel n'est pas l'avis de M^{me} Pauline Cutting, un chirurgien britannique qui fait partie d'une équipe de quatre médecins étrangers présents dans le camp palestinien. « Même s'ils n'en sont pas encore réduits à se nourrir de chair humaine, s-elle déclarait à l'AFP, les assiégés affaiblis du camp ne trouvent plus de chats et de chiens pour s'alimenter et nous plus rien à manger... A partir de vendredi, nous ne pourrions plus ouvrir ou avoir de l'électricité dans l'hôpital ».

Ces militaires avaient été faits prisonniers dans le quartier sunnite de Basta, à la suite d'un accrochage qui s'est produit à proximité de la caserne Fathallah, l'une des plus importantes du Hezbollah. Un milicien intégriste a été blessé au cours de l' affrontement et est décédé des suites de ses blessures, et un militaire syrien a été blessé. En outre, cinq véhicules militaires de la patrouille ont été brûlés. (AFP, Reuter.)

La débâcle de la monnaie

BEYROUTH de notre correspondant

De nouvelles prises d'otages, des vols d'obus, dix batailles de rues et même plusieurs voitures piégées n'auraient pas davantage attiré les Libanais que le dollar à plus de 100 livres libanaises (mercredi), à plus de 110 LL (jeudi), à plus de 120 LL (vendredi des l'ouverture).

de ces derniers montent chaque jour, ce qui partout ailleurs témoignerait d'une pénurie totale, jamais les Libanais n'en ont tant possédé : l'équivalent de 30 à 40 milliards de dollars, peut-être même plus, en bons devises bien liquides dans les meilleures monnaies, dollar bien sûr, mais aussi yen, deutschemark, franc suisse et autre florin. Plus encore : on estime que 20 à 25 % des familles détiennent des devises.

Expulsé de Cisjordanie en décembre

Le rédacteur en chef d'« Al Chaab » veut rentrer à Jérusalem

Il effectue une tournée en Europe afin de sensibiliser l'opinion

Expulsé de Cisjordanie le 28 décembre dernier, le journaliste palestinien Akram El-Khadi, rédacteur en chef d'« Al Chaab », l'un des deux grands quotidiens en langue arabe de Jérusalem-Est, est fermement déterminé à rentrer chez lui.

« Après tout, souligne-t-il, je ne demande pas un salaire, mais simplement le droit de pouvoir vivre dans le pays où je suis né... Il s'agit, toutefois, avec amertume, que les gens ne semblent pas s'intéresser au sort des déportés palestiniens. « Beaucoup en Europe, dit-il, préfèrent ignorer le problème palestinien. Cela leur évite de douloureux examens de conscience. Après tout, je ne suis pas un dissident soviétique. Mon nom n'est ni Sokolov ni Tchikatavaï. Je ne suis qu'un simple journaliste et écrivain palestinien... »

POINT DE VUE

Requiem pour un anthropophage

par Bernard Kouchner président de Médecins du monde

C'ÉTAIT autrefois une image, et voilà aujourd'hui qu'il se mangeant entre eux. Un dignitaire religieux, disciple de l'imam barbare, autorisé anthropophage au nom de Dieu. Est-ce l'ultime chrétientisme d'un peuple martyrisé dont les dirigeants ont toujours excusé toute logique du mal ?

ce siège et ces atrocités. Il fut assassiné par Kachafit. Sedegh Gotzadeh. Toujours proche des chérites déshérités, il prêchait la modération aux Palestiniens et organisait avec nous, médecins, des secours aux plus démunis. Ministre des affaires étrangères de l'Irak, il fut assassiné par l'imam Khomeiny. Issam Sartout. Seul, parmi les dirigeants palestiniens, il osa rechercher les voies de la paix. Il fut assassiné par des Palestiniens.

La guerre du Golfe

Téhéran a été bombardée jeudi à trois reprises

Pour la deuxième journée consécutive, l'aviation irakienne a pris pour cible, jeudi 12 février, Téhéran et dix autres villes iraniennes.

Toutefois, a-t-il ajouté, l'Irak est disposé à entretenir des relations de bon voisinage avec son voisin du Nord, relations basées sur le respect mutuel et la non-ingérence.

M. Tarek Aziz reçu par M. Mitterrand

Le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, a indiqué, jeudi, au président Mitterrand que Bagdad jugeait « indésirables » l'initiative de paix de l'ONU dans le conflit Iran-Irak, et rappela les « trois conditions » posées par l'Irak pour parvenir à « une paix globale ».

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 280 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie) L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F
II. - SUISSE, TUNISIE 594 F 972 F 1 494 F 1 800 F

Que faire pour les Palestiniens du camp ravagé de Bourj-el-Barajneh ? On peut hurler notre indignation, dire notre dégoût et tenir de la sécurité. Hurler d'indignation. S'élever contre l'escalade de l'honneur sur cette terre d'otages et d'assassins. Les chrétiens n'ont plus de médicaments, les Palestiniens manquent de vivres, les juifs libanais sont assassinés un par un dans l'indifférence générale et les chérites, déchirés entre la Syrie et l'Irak, sont devenus fous.

EN BREF

● ZAMBIE : Limogeage du ministre de l'intérieur. Le président Mobutu a limogé le mardi 10 février son ministre de l'intérieur, M. Vundwawe Ta Pamboko, et le maire de Kinshasa, M^{me} Zuzi Wa Mbombi. Un décret indique que cette mesure fait suite à « un manquement grave à la discipline du parti », mais ne donne aucune précision à cet égard. M. Vundwawe avait retrouvé son portefeuille de l'intérieur en octobre 1986 après une disgrâce de deux ans. Ancien recteur de l'université de Kinshasa, il avait tenté d'amorcer un dialogue avec l'Union pour la démocratie et le progrès social (UPDS), parti d'opposition interdit. Il est remplacé à l'intérieur par le ministre du budget, M. Duga Kugde Toro. Le ministre des finances, M. Nyembo Shebani, cumulera ses fonctions avec celles de ministre du budget. (Reuters.)

Sur le plan diplomatique, la journée a été marquée par le départ du ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, pour Moscou, où il s'entretiendra notamment de la guerre du Golfe. Dans une brève déclaration avant son départ, M. Velayati a notamment fait part de son intention d'exprimer clairement le point de vue iranien sur le soutien soviétique à l'Irak.

Médecins du monde repart au Liban, et nous allons nous efforcer de pénétrer dans ces ghettos désespérés où les noirs se poursuivent parce que les caméras y sont interdites. Nous essaierons encore, au nom du devoir d'ingénierie, du droit des victimes à être secourues, et surtout pour être secourus, parce que nous ne le supportons pas.

Mais en sachant qu'il est un degré d'infamie qui appelle la réponse des armes et non le soutien des secouristes, sans illusion et en criant : « Assez de nos encouragements, assez de tous vous battre jusqu'au dernier Palestinien, jusqu'au dernier chrétien, jusqu'au dernier otage. »

Bernard DELEPLACE
Une vie de flic
L'histoire d'une vie riche d'anecdotes, d'indiscrétions et de révélations.
au Vif du Sujet
GALLIMARD nrf

Le Monde USPS 756-010 is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde c/o Speedpress, 45-45 35th Street, L.C.L. N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedpress U.S.A., P.O. Box 40, 45-45 35th Street, L.C.L. N.Y. 11104.

سكنا من الاجل

Politique

M. Stasi se retire devant M. Giscard d'Estaing

Les forçats de l'union

M. Bernard Stasi jette le gant, mais les centristes ont désarmé les poings serrés dans les poches. Ainsi peut-on, d'une lueur, résumer la longue réunion de trois heures du bureau politique du CDS du jeudi 12 février, provoquée au lendemain de l'annonce officielle de la candidature de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

A l'issue de cette réunion, comme il l'avait fait d'entrée devant ses amis, M. Stasi a expliqué en ces termes sa décision de se retirer de cette course par trop inégale : « Ma décision a été inspirée par deux considérations. D'abord le respect de la parole donnée : en octobre dernier, j'étais allé voir M. Giscard d'Estaing pour lui dire que s'il était candidat à ce poste, je ne me présenterais pas. M. Giscard d'Estaing m'avait répondu que ce poste ne l'intéressait pas. Mercredi soir, l'ancien président a changé d'avis. Moi je n'ai pas changé d'avis, je tiens mes engagements. Ma décision s'inspire également de mon souci de ce côté de mes amis du CDS de préserver l'union de la majorité. La situation actuelle crée un certain malaise dans la majorité et, contrairement à certains qui prétendent donner des leçons, le CDS n'a jamais manqué à l'esprit d'union. Le CDS veut donner aujourd'hui une nouvelle démonstration de sa constante loyauté au moment où la majorité, au lieu de se diviser sur des problèmes secondaires, doit unir ses forces pour lutter contre le chômage, pour poursuivre le redressement économique et pour préparer l'élection présidentielle. »

Cette déclaration de M. Stasi a été approuvée à l'unanimité par le bureau politique du CDS. Ce n'est pas ce texte qui a nécessité trois heures de débat, mais plutôt la façon de « gérer politiquement » ce recul, de faire comprendre que tout en donnant l'impression une fois de plus de se coucher, les centristes ont

la « ferme » intention de se tenir droit dans la majorité. Personne au cours de cette réunion n'a, en vérité, osé avancer l'hypothèse d'un départ du gouvernement. M. Stasi expliquant en substance qu'il était d'avance assuré que pas une voix du RPR ne lui aurait fait défaut si l'UDF l'avait investi.

« Faire gagner Mitterrand »

Ce sont plutôt les oreilles de M. Giscard d'Estaing et des responsables du Parti républicain qui ont dû siffler au cours de cette soirée. Haro sur « ceux qui divisent alors que l'on prend le prétexte de l'union ». Sur ce Giscard « qui ne cherche qu'à flaquez le bazar », « qui s'amuse à faire tous les coups pour faire gagner Mitterrand ». Et que dire de ces libéraux qui « se posent en donneurs de leçons d'union », mais qui « font la course en faussant constamment les règles du jeu ». Au sein de l'UDF, a déploré M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, il y a maintenant deux sortes de gens : « ceux qui sifflent leurs amis » et « ceux qui cherchent à les dépasser en étant loyaux et honnêtes ».

En fait, les centristes se sont vite pressés qu'après l'entrée en lice de M. Giscard d'Estaing, qui n'a même pas eu — ont-ils regretté — la correction de prévenir M. Stasi, le choix était entre le retrait et un nouvel affront. Si M. Stasi s'était imposé devant le député du Puy-de-Dôme, il n'y serait « allé que pour la gloire », assuré d'avoir à la fois contre lui le Front national et des députés du Parti républicain, manœuvrés dans la coalition par M. Giscard d'Estaing.

Le jeu, d'autre part, valait-il de méconter une opinion qui n'a cure de cette présidence de commission ?

Les dirigeants du CDS ont donc pris leur parti « d'arrêter les frais tout de suite » pour ne pas apparaître devant cette opinion, « que d'autres se seraient chargés de chauffer », comme des diviseurs.

Entre les militants et l'opinion, les centristes ont donc choisi l'opinion. Les militants ? Les cadres du CDS ont parfaitement conscience que leur « faire avaler une telle décision ne sera pas simple ». Une campagne d'explication va être lancée, un conseil politique réuni avant le 2 avril. L'opinion ? Les centristes espèrent qu'elle saura, au bout du compte, discerner de quel côté se trouvent les mauvais joueurs.

Mais, ces mêmes centristes sont bien disposés à réserver un chien de leur chienne à M. Giscard d'Estaing « lorsqu'il s'agira — par exemple — de défendre sa proposition de loi sur la réduction du mandat présidentiel sous le prétexte qu'il y a certainement des choses plus utiles à faire en ce moment ». Enfin, chacun se console en constatant que cette nouvelle « affaire Stasi » aura cette fois vraiment désigné les centristes « comme le parti de M. Barrot ».

Personne n'a été dupe : cette contre-offensive des libéraux et de M. Giscard d'Estaing visait aussi l'ancien premier ministre. Sans M. Barrot, et si l'échec présidentiel n'était pas aussi proche, le CDS ne se serait peut-être pas incliné. L'union de l'UDF, et donc la participation au gouvernement, est une impérieuse nécessité pour le candidat Barrot. Les centristes viennent, une fois encore, de se sacrifier vertueusement sur l'autel de cette union, avec le secret espoir que dans quelques mois, il leur sera rendu au centuple...

DANIEL CARTON.

● Elections régionales en Haute-Corse. — Les électeurs du département de la Haute-Corse se rendront au urnes, le 22 mars prochain, pour élire leurs trois représentants à l'assemblée régionale. Le décret de convocation des électeurs, publié le 12 février sur le Journal officiel, fait suite à la décision du Conseil d'Etat du 16 janvier 1986, en raison des irrégularités ayant entaché le déroulement de l'élection à Bastia (le Monde du 17 janvier).

Le « manifeste » des « rénovateurs » du PCF est rendu public

Le « manifeste » des « rénovateurs » du PCF est sur les rails. Il est même dans la presse. Le *Nouvel Observateur* du 13 février publie des extraits de ce texte, dont la rédaction a été décidée au cours d'une réunion d'un Collectif de coordination des rénovateurs communistes, tenue à Paris, le 31 janvier (le Monde du 3 février). La diffusion du texte intégral est prévue, par ses auteurs dans les prochains jours.

La première partie du « manifeste » est consacrée à la « crise profonde » que traverse le PCF. Elle se manifeste, selon les auteurs, « par l'effondrement de son influence électorale » et « la désaffection » de nombreux militants « pour sa vie interne, pour les initiatives de ses dirigeants ». A contrario, un hommage implicite est rendu à la CGT sans la nommer (« mouvement syndical heureusement de plus en plus indépendant ») et aux élus locaux. « Chaque communiste porte la responsabilité de cette crise », note le texte, qui précise que « cette responsabilité est d'autant plus grande que les fonctions de direction sont importantes ».

Critiques contre le PS

Il dénonce, en creux, le sectarisme de la direction, « qui s'apprête à organiser un vingt-sixième congrès sur la base d'effectifs irriflables et d'une « grève perle » d'un grand nombre de militants dans leurs cellules » dans le but de « refuser le débat que veulent ouvrir les « rénovateurs ».

Sectaire, la direction est également accusée d'être opportuniste. « La direction tient pour acquis le glissement à droite de la société, la marginalisation dans la société des idées révolutionnaires, la pérennité de la « cohabitation » entre le PS et la droite, la volonté des dirigeants socialistes de gouverner avec les « centristes », affirme le manifeste qui souligne que ce « défaitisme s'accompagne de toutes les incohérences opportunistes et électora-

listes, qui, sous couvert de conserver au PCF quelques points d'appui, conduisent à renforcer le Parti socialiste ». Le PS, lui non plus, n'est pas à la fête. « Sans projet transformateur, [il] fait courir des risques mortels au mouvement populaire et à la gauche, qu'il prétend incarner seul », écrivent les « rénovateurs ». Selon eux, « le PS n'est pas sorti d'une logique de capitulation ou de compromis défensif. Il risque de brader son identité de gauche contre l'illusion d'un retour sans principe aux affaires ».

Soulignant l'émergence de « solidarités nouvelles » dans la jeunesse, « le besoin de démocratie, d'auto-organisation, le refus des hiérarchies autoritaires anachroniques », des récents mouvements sociaux, le texte affirme que « l'autogestion est un enjeu moderne de la lutte des classes ».

« Aujourd'hui doit s'imposer au PCF la formulation d'une stratégie unitaire dans les luttes sociales et politiques », indique, en conclusion, ce « manifeste ». Il prône « une recomposition de la gauche, qui associerait au PC et au PS les courants alternatifs, tous les modernes et les révolutionnaires ». Il affirme, enfin, que « cette recomposition débouchera sur l'engagement de gouverner ensemble, à tous les niveaux des institutions politiques ».

« Nous avons décidé de travailler dans la transparence, et cela comporte évidemment des risques de « fuite » qu'il faut assumer », sous a indiqué un des membres du collectif, qui ne s'attendait pas à la publication prématurée de cet « avant-projet ». Selon lui, ce texte a déjà subi « des modifications par amendements et va en subir d'autres ».

Le « goulag » interdit d'« Humanité »

L'Esprit Saint déguisé en journaliste anticommuniste aurait-il frappé dans les colonnes de l'Humanité ? Annonçant l'élargissement de « plusieurs dizaines de prisonniers politiques en URSS », le quotidien communiste du 9 février avait tiré, sur une pleine page, « Libérations au goulag » (le Monde du 10 février). Des membres du PC se sont émus de l'usage du mot « goulag » et une journaliste communiste, membre du comité central, avait même indiqué, au cours d'une réunion de section, que l'emploi de ce mot avait été « très fortement critiqué par la direction » de l'Humanité. Information, donnée en « confidence » par Libération le 12 février. Elle est confirmée par le « courrier des lecteurs » de l'organe central du PCF du 13 février.

Deux lettres s'élevèrent contre ce titre. Une lectrice est d'autant plus « outrée et bouleversée » que « les condamnés politiques en URSS sont emprisonnés et non plus mis dans des camps de travail ». Y aurait-il un inconcevable progrès ? Pour ne pas être en reste, la direction de l'Humanité publie une mise au point : « La direction du journal, sa rédaction en chef, la conférence de rédaction et l'autour de l'article ont déploré dès le jour de sa parution l'emploi du terme « goulag » qui a pris en France au fil des années une forte connotation antisoviétique ».

Cette autocritique est d'autant plus curieuse qu'interrogé par les journalistes sur ce sujet, le 11 février, M. Pierre Blotin, membre du bureau politique du PCF, avait indiqué qu'il ne voyait là rien de scandaleux et qu'en tout état de cause l'usage du mot était « bien ressenti par les communistes ». Il ne s'agit, en effet, que des « initiales du système pénitentier soviétique », avait précisé M. Marcel Zaidner, responsable du bureau de presse du PCF.

CARTIER JUSQU'AU BOUT DES GRIFFES

PARFUM
Panthère de Cartier
Paris

سكز من الاصل

Société

ÉDUCATION

Le conflit sur les maîtres-directeurs

Aucun accord entre M. Monory et la FEN

Le ministre de l'éducation nationale a réaffirmé, jeudi 12 février, au cours d'une entrevue avec les représentants de la FEN, qu'il n'était pas question de retirer les décrets sur les maîtres-directeurs. « Nous avons une conversation courtoise, mais l'opinion publique est très favorable et je ne suis pas très inquiet sur l'application de ce décret », a précisé M. Monory, après l'entretien qui a duré près de deux heures.

« La situation reste bloquée », a commenté de son côté M. Jacques Pommatu, secrétaire général de la FEN, qui a qualifié l'audience de « difficile et tendue ». M. Jean-Claude Barrot, secrétaire général du SNLE-PECC, lui de « dialogue de sourds ». Il n'exclut pas la reprise des grèves après les vacances de février et une extension du mouvement de contestation à d'autres secteurs de l'éducation nationale, voire une convergence avec des protestations dans la fonction publique.

La possibilité d'une négociation sur les modalités d'application des décrets contestés ne semblent pas exclues, puisque M. Monory affirme qu'il est « très souple » sur les modalités d'application. Mais le Bulletin officiel de l'éducation nationale publié, ce 13 février, une note de service aux recteurs et inspecteurs d'académie précisant les conditions d'établissement des listes d'aptitude à partir desquelles doivent être sélectionnés les futurs maîtres-directeurs.

M. Alain Griotteray, député du Val-de-Marne (UDF-PR), a proposé jeudi que l'on procède à « une consultation des instituteurs » sur l'utilité de la réforme Monory plutôt que d'« engager une épreuve de force » avec cette profession, qui, assure-t-il, « mérite plus de considération ».

L'entretien de M. Monory avec la FEN a également porté sur d'autres dossiers : avenir de l'école, des ensei-

gnants et de leur formation, situation des personnels ouvriers et de service et enseignement professionnel. Aucun calendrier de discussion n'a été établi mais les parties sont convenues de reprendre contact.

D'autre part, M^{me} Monique Vassilat, secrétaire générale du SNES (FEN), nous a adressé la mise au point suivante à la suite de notre article sur la manifestation des instituteurs du 11 février :

« Pour la manifestation organisée le 11 février, la SNF-PECC a délivré à toutes les organisations syndicales et politiques qui soutiennent son action des cartons permettant l'accès au « carré de tête n° 2 ». Ce carré de tête comprenait notamment les représentants de tous les syndicats de la FEN, des mouvements pédagogiques, des associations complémentaires de l'enseignement public, du COMCEN, de la FCPDE, de l'UNEF, de la CGT, de la FCFP, du PS et du PCF... »

Pour les états généraux de mars

Les étudiants de Paris-VIII lancent une souscription nationale

A l'issue d'un laborieux marathon, les étudiants avaient décidé, le 1^{er} février, d'organiser à l'université Paris-VIII-Saint-Denis les états généraux de l'enseignement supérieur dont l'idée avait été lancée en décembre, au terme du mouvement étudiant (Le Monde du 3 février). Émanés par ceux de Strasbourg et de Nancy-II avec qui ils ont relancé ce projet d'états généraux, les étudiants de Saint-Denis ont manifesté leur accord de relayer le GÉI en accueillant quelque deux mille délégués pendant trois jours, les 27, 28 et 29 mars prochains.

Depuis quinze jours, une souscription d'entre eux se sont mobilisés pour constituer un dossier technique dont ils ont présenté les principaux éléments le 13 février. Premier point noir : l'absence à Paris-VIII d'un amphithéâtre assez grand pour accueillir tous les délégués. Il est donc proposé, après accord avec la municipalité de Saint-Denis, d'installer un vaste chapiteau sur les ter-

raires d'un complexe sportif à proximité de l'université.

Une commission s'occupe d'autre part de régler les problèmes d'hébergement (dans l'université), de repas et de transport des délégués (tarifs réduits pour les déplacements province-Paris et navettes entre Paris et Saint-Denis). Enfin un autre groupe a pris en charge tous les problèmes de financement et sera aidé dans sa tâche par une vingtaine d'étudiants d'économie politique dont le travail sera validé comme un stage dans le cadre de leur cursus. Ce ne sera pas de trop puisque le budget provisionnel est évalué à un million de francs : les étudiants de Paris-VIII lancent donc une souscription nationale auprès des étudiants, des universités ou des organisations syndicales avec bon espoir d'atteindre leur objectif avant le 27 mars.

Reste à convaincre l'ensemble des étudiants de la solidité de leur orga-

nisation et à les mobiliser pour faire des états généraux un prolongement dynamique du mouvement de novembre-décembre dernier. Le calendrier est serré : le 7 mars prochain se tiendra à Paris-VIII une réunion du comité national de liaison destiné à élargir le secrétariat d'organisation des états généraux et à ce fixer les modalités et l'ordre du jour. Et les 12 et 13 mars doivent se tenir des assises locales qui dresseront l'état des lieux dans chaque université et fourniront autant de matériaux aux travaux des états généraux. Le programme est donc chargé, les délais sont serrés et les incertitudes non négligeables. A commencer par celle-ci : est-il possible, deux mois après le mouvement de novembre-décembre, de relancer une véritable dynamique qui entraîne la masse des étudiants sans se heurter aux querelles syndicales ?

G. C.

La grande misère des bibliothèques universitaires

Du rififi à Censier

« Ces périodes, tu vas les préparer du côté ? » « Vous ne profitez plus des services de la bibliothèque universitaire. N'êtes-vous pas en droit de réclamer le remboursement de vos frais d'inscription de 72 francs ? » Ou encore : « Ce sont eux les responsables, asséssez leur standard. » Suivent noms, adresses et numéros de téléphone des directeurs de l'enseignement supérieur, des bibliothèques universitaires et du vice-recteur de Paris chargé des universités.

L'université de Censier (Paris III) est-elle en proie à une nouvelle révolution culturelle ? Les affiches qui fleurissent depuis une semaine à l'entrée et à l'intérieur de la bibliothèque universitaire pourraient le laisser penser. Il n'en est rien, et la révolte qui grande aux portes de la BU n'est pas une réurgence soudaine du mouvement étudiant d'il y a deux mois. Simplement, la réaction exaspérée du personnel, des étudiants et des enseignants de Censier devant la brusque dégradation des services que la BU est en mesure de leur offrir.

Depuis le 5 janvier, la grande salle des périodiques (deux cent cinquante places sur les sept cent cinquante que compose la bibliothèque) est fermée, faute de personnel suffisant. Depuis le 29 janvier, c'est le prêt à domicile et la communication des ouvrages en magasin qui sont totalement interrompus. Les étudiants ne disposent plus que des livres en accès direct, ce qui les prive d'une bonne partie des collections.

« En pleine période de partiels, vous imaginez ! », s'exclame M^{me} Salha Azouz, étudiante en licence d'anglais, qui a lancé la croisade pour la défense de la BU. Elle n'a pourtant rien d'une dergarouss agitatrice.

Depuis deux semaines, elle ramue ciel et terre, alerte tous les responsables, du nouveau ministre au président de l'université, en passant par le recteur ou le directeur des bibliothèques au

ministère, intervient auprès de sa députée M^{me} Véronique Niertz, qui a adressé une question écrite au ministre de l'enseignement supérieur, et fait signer à tour de bras des pétitions dénonçant la situation. Non sans succès : actuellement, près de trois mille étudiants ont signé l'une des trois pétitions qui circulent (l'une de l'UNEF-SE, l'autre de la commission « Matière grise », la dernière des inorganisés). Et un comité de défense de la bibliothèque s'est constitué pour regrouper étudiants, enseignants et personnels.

Comment en est-on arrivé là ? Fort logiquement, selon un professeur de révisitéur des mécanismes de paupérisation des bibliothèques universitaires et des établissements d'enseignement supérieur en général. En cinq ans, entre 1981 et 1986, le nombre de lecteurs inscrits à la BU de Censier est passé de trois mille trois cents à cinq mille trois cents (sur un total de quinze mille étudiants). Sur la même période, le nombre de prêts à domicile est passé de treize mille huit cents à dix-sept mille sept cents ouvrages.

Dégringolade budgétaire

Or, dans la même temps, la BU a perdu cinq postes de personnel de services sur quatorze et deux postes de bibliothécaire adjoint sur huit. Chaque fois, il s'agit de congé longue maladie, de congé parental ou de mutations sans remplacement. La situation n'est pas propre à Censier, puisque l'ensemble des bibliothèques universitaires françaises ont perdu cent cinquante emplois (sur trois mille trois cent vingt-cinq) au cours des trois dernières années. Et le budget 1987 de l'enseignement supérieur prévoit la suppression de six cent cinquante postes ATOS (administratifs, techniques et ouvriers) dans les universités.

Dans ces conditions, chacun essaie de boucher les trous. Au

premier trimestre, la BU de Censier a réussi à tourner grâce à un emploi saisonnier, un vacataire et deux TUC (travaux d'utilité collective). Mais ces quatre contrats prenaient fin en décembre dernier et n'ont pas été remplacés. Début janvier, la bibliothèque s'est donc brusquement retrouvée en situation de sous-effectifs dramatiques, et son personnel a décidé de résister.

D'autant qu'au même moment la BU voyait ses subventions de fonctionnement (qui permettent d'acheter des livres et de s'abonner à des périodiques) diminuer de 7 % en francs courants (418 700 francs en 1987 contre 454 900 francs en 1986). Ces coupes sont certes compensées par l'augmentation des droits étudiants, calculés en fonction des droits d'inscription à l'université, et des ressources propres. Mais une telle dégringolade budgétaire ajoutée aux diminutions de personnel n'est évidemment pas de nature à maintenir ou relancer le dynamisme des bibliothèques universitaires.

Surtout si l'on compare la situation française à celle des bibliothèques universitaires allemandes par exemple : selon des évaluations établies par la DBMIST elle-même (direction des bibliothèques, des musées et de l'information scientifique et technique), le taux d'encadrement y est deux fois supérieur, le pouvoir d'achat quatre fois supérieur et le rythme d'utilisation des collections quatre fois supérieur.

M. Raymond Barre a donc profondément raison de s'alarmer de la situation budgétaire « tragique » des bibliothèques universitaires (Le Monde du 5 février). Il ne devrait toutefois pas ignorer que le pouvoir d'achat des BU a chuté de façon vertigineuse depuis 1975 pour atteindre son niveau le plus bas en 1981 — c'est-à-dire pendant la période où il était premier ministre.

GÉRARD COURTOIS.

6H-9H ALLEZ L'INFO!

L'ÉQUIPE INFO DU MATIN

Avec elle toute la rédaction de France Inter, 37 rédactions de radios locales et des envoyés spéciaux permanents partout en France et dans le monde qui, 24 heures sur 24, sont sur l'événement pour être les premiers et les mieux informés.

France Inter

De gauche à droite :

6H00 - Journal Jacques MORASSO	6H30 - Journal Frédéric DEZERT	6H45 - Questions Posées Michel FORGET	6H50 - Journal des Sports Emilie TOULOUSE	7H00 - Journal Thierry GUERRIER	7H15 - Chronique Politique internationale Bernard VALETTE	7H25 - Chronique Économique Jean-Marc SIVESTRE	7H30 - Journal Jacques THEVENIN
7H40 - "Vieilles Armes" Gabriel BILLEN	7H45 - L'Invité de Dominique SOUCHEZ	7H55 - Chronique Politique Internationale Georges BORTOL	8H30 - Revue de Presse Françoise GAUDOU	8H00 - Journal Thierry BOURGON	8H20 - "Le Monde en direct" Fabrice le QUINTERC	8H40 - Chronique des Médias Joseph PALETOU (absent sur la photo)	

سكنا من الاصل

Le Monde SPORTS

SKI : une fédération en crise

Les Français glissent mal

Quand les Français pensent au ski, ils pensent d'abord, et avec mélancolie, au ski alpin. Dans une confrontation comme les championnats du monde ou les Jeux olympiques, celui-ci offre un « potentiel » de trente places au podium.

Les possibilités du ski nordique sont beaucoup plus limitées avec le fond (21), le biathlon (9), le saut (6) et le combiné (3), soit trente-neuf médailles éventuelles.

Le ski artistique et acrobatique, qui fera une entrée dans le grand olympique en 1988, plus pour sa part vingt-quatre médailles. Ces trois composantes de la FFS, présidée depuis 1981 par Jean Burtin et dirigée par Alain Laffite, ont des problèmes internationaux. C'est ainsi qu'elles ont obtenu plus ou moins difficilement à Crans-Montana pour l'alpin, à Oberstdorf (fond) et à Lake-Placid (biathlon)

pour le nordique et au Saenz pour l'acrobatique. A deux mois des Jeux de Calgary, à cinq des Jeux d'Albertville, comment les trois composantes de la FFS sont-elles structurées et dirigées pour faire face à l'« ardue obligation » que constituent les médailles ? L'instabilité de l'encadrement et la remise en cause incessante des dirigeants ne sont guère des facteurs favorables. (Lire dans « Le Monde Affaires » : « Réassigné contre Salomon ».)

ALPIN

La filière suisse

La dernière révolution de palais de la Fédération française de ski (FFS) a eu essentiellement pour but en 1981 de donner au comité alpin son autonomie par rapport aux instances fédérales. Celui-ci est composé par onze personnes parmi lesquelles les représentants des plus gros comités régionaux et un responsable des anciens champions. C'est ainsi que la fonction de directeur technique national exercée jusqu'alors par Walter Trilling a disparu. Le président du comité alpin, Georges Coquillard, un ancien coureur de l'équipe B devenu hôtelier à Morzine, en a assuré la responsabilité de fait. Il a d'abord rappelé Jean Béranger, directeur des équipes de France jusqu'à Sapporo en 1972 à la tête des équipes masculines.

Cécile Gros-Gandemer, la responsabilité des garçons et des filles est confiée à Roland Franco, le CTR des Vosges, Jean-Jacques Lutembacher, s'occupant plus spécialement des femmes.

Le contrat de Roland Franco court jusqu'à la fin de la saison 1988. C'est-à-dire après les Jeux de Calgary, ainsi que le mandat écopé de Georges Coquillard. L'absence de résultats à Crans-Montana (pas de médaille pour la première fois depuis 1952) et la mise en cause de la préparation du matériel de descente les ont exposés à la contestation à la fois du milieu alpin et des fournisseurs de l'équipe nationale. Ils ont mis en place un programme plus profond analogue à celui engagé en 1972 par les Suisses qui étaient à cette époque en pleine crise.

Cette politique, qui prend en compte le travail à la base des clubs et la formation des entraîneurs confiée à l'ancien champion Adrien Duvalard, demande la digne pour réussir. Le budget du Comité alpin, qui fait largement appel à son sponsoring (50 %), se monte à 15 millions de francs. Une partie encore minime de cette somme est affectée aux nouveaux sports de glisse (kilomètre lancé ; monski ; surf) qui sont en pleine expansion en France et qui révèlent des performances nationales intéressantes. L'ouverture éventuelle du pool des fournisseurs à des fabricants étrangers de skis (yougoslaves et allemands) pourrait permettre d'accroître encore ces résultats en améliorant les possibilités de mise au point (fartage, semelles...).

Après la faiblesse des résultats aux championnats du monde 1982 à Schladming (une médaille d'or dans le combiné) et aux Jeux d'hiver 1984 à Sarajevo (une médaille de bronze dans le slalom), l'idée s'impose de faire appel à un entraîneur étranger pour dépasser les querelles de chapelles et de personnes : Roland Franco, un Valaisien qui a suivi la progression de la nouvelle star du ski Pirmin Zurbriggen. Entraîneur et coureur sont mis devant leur responsabilité : il y a remises en cause, des départs. Globalement les résultats sont satisfaisants aux championnats du monde de Bormio et en Coupe du monde. Quant Sylvain Doo Lenois décide de quitter à la fin de la saison dernière le poste d'une équipe féminine, qui a toujours tenu et placé sur les podiums échos notamment à Pernis Felio, Fabienne Serrat et Marie-



Un champion d'hiver à Albertville en 1992 : le ski français se présente mal.

NORDIQUE

La valse des entraîneurs

Philippe Poirot, le vétéran de l'équipe de France, actuellement engagé dans les championnats du monde à Oberstdorf (RFA), a connu treize entraîneurs au cours d'une carrière qui ne dépasse pas la dernière décennie. A deux ou trois exceptions près, tous les conseillers techniques régionaux ou départementaux en poste ont fait partie plus ou moins longtemps de l'encadrement de la formation nationale.

Ces deux faits symbolisent l'instabilité permanente de la maison. Elle est d'ailleurs telle que l'état de crise y est considéré comme pratiquement normal. Au mois de décembre, les démissions de Gervais Poirot et de Jean-Paul Pierrat ont été accueillies sans la moindre réaction. Elles seront effectives au printemps. Le premier coordonne les trois disciplines nordiques ; le second occupe le poste de directeur de l'équipe de France.

C'est grâce à lui que le ski de fond de compétition était sorti de l'ombre : il avait récupéré la Vaseloppet et glané, la même semaine de février 1978, la médaille de bronze du cinquante kilomètres des championnats du monde à Lahti.

Jusqu'à sa retraite en 1982, la discipline connut une certaine accalmie grâce à l'autorité d'Alain Methias, l'actuel directeur de la FFS. Son action fut par ailleurs les luttes dévotées entre comités, davantage soutenues de la réputation de leur clocher que de celle de l'équipe de France.

ACROBATIQUE

Un seul maître à bord

Principal instigateur de l'essor du ski artistique et acrobatique, Marcel Rossi préside une des deux commissions de cette discipline au sein de la Fédération française de ski. La commission qu'il anime depuis six ans regroupe vingt-six membres, élus, professionnels, entraîneurs ou compétiteurs. Celle-ci veille à l'application pratique sur le terrain des options définies.

Véritable maître de cette politique sportive, Marcel Rossi trouve désormais un relais auprès des équipes nationales en la personne de Jean Laffargue, champion du monde de bosses, Nemo Pourtier, est directeur des équipes nationales, chargé sur le terrain de l'entraînement et de la préparation des compétitions.

D'ici à fin 1987, l'objectif de Marcel Rossi est de former quatre sous-commissions mixtes (élus et professionnels), chargées respectivement de la politique sportive, de la technique, de la promotion et de l'animation.

Le budget 1987 de la commission est de 6 millions de francs qui viennent, d'une part, de la Fédération (1,7 million), d'autre part, de ressources extérieures (4,3 millions) : 60 % de ce budget sont affectés au matériel.

TENNIS DE TABLE : championnats du monde

L'Inde refuse des visas aux Israéliens

Le gouvernement indien a rejeté l'appel de la Fédération internationale de tennis de table (FITT) qui lui demandait d'accorder des visas aux joueurs israéliens pour participer aux championnats du monde qui se déroulent à New-Delhi. Soixante-trois joueurs s'aligneront donc cette compétition, sans les

de l'OIP (Organisation de libération de la Palestine) et de six pays arabes qui avaient menacé de boycotter l'épreuve si les Israéliens y prenaient part. L'Inde avait déjà empêché les sportifs israéliens de participer aux championnats du monde de tennis de table à Calcutta en 1975 et aux Jeux asiatiques de 1982 à New-Delhi. (AFP.)

AUTOMOBILISME : la saison de formule 1

Laffite dans l'arène

Le circuit de Jerez, dans le sud de l'Espagne, doit connaître une intense activité du 18 au 21 février. Plusieurs écuries de formule 1 viendront y poursuivre leurs mises au point avant le début de la saison et tester les nouveaux pneus Goodyear qui chausseront toutes les voitures en 1987 après le retrait de Pirelli. C'est aussi à Jerez que Jacques Laffite, accidenté lors du Grand Prix de Grande-Bretagne en juillet dernier, retrouvera le volant d'une formule 1 et devra décider s'il peut ou non poursuivre sa carrière avec Guy Ligier.

« Le pronostic de Jacques Laffite est très réservé. A quelques jours des courses de Jerez, l'ancien pilote Ligier n'a encore que quelques séances. Le pilote français du constructeur vichyssois, ainsi qu'il a constaté toutes les années depuis 1976, si l'on compare ses deux ans d'absence avec Williams, en 1983 et en 1984, devra peut-être succéder à un pilote en formule 1.

Malgré des séjours et une rééducation intensive au centre de thérapie à Biarritz, le vichyssois (quarante-trois ans) des pilotes de formule 1, qui avait égalé le record de participation du regretté Graham Hill (cent quatre grands prix), n'a pas encore retrouvé toute la musculature ni surtout la possibilité de sa jambe gauche. « Le professeur Letourneau m'a enlevé le fixateur de ma jambe gauche le 9 janvier, explique-t-il. Mais j'ai toujours deux plaques dans le talon gauche, trois dans le droit, trois dans le vis et une cinquantaine de vis pour tenir tout ça. »

Les premiers essais de piste, René Arnoux ne tardait pas à déloger sur la tenue de route de la JS 29. Le meilleur aérodynamisme permettait un gain de 10 km/heure par rapport à l'an dernier. Le moteur Alfa Romeo, pour dépasser les 300 km/heure dans la ligne droite du Mistral. La grande nouveauté de la JS 29 réside, non sur les performances en course, et, surtout, dans la fiabilité du nouveau moteur Alfa Romeo, fourni gracieusement et en exclusivité à l'écurie Ligier en 1987.

Optimisme de rigueur
Guy Ligier fait toute confiance à Jacques Laffite pour cette importante décision, mais il a impérativement besoin d'une réponse avant le 27 février, date de clôture des engagements pour la saison 1987. Devant cette incertitude, il fera venir à Jerez Piercarlo Ghinzani, recommandé par Alfa Romeo. Ce pilote italien de trente-cinq ans, qui a participé à cinquante et un grands prix, notamment au volant de la formule 1 Alfa Romeo jusqu'à la mi-saison 1985, serait le probable occupant de René Arnoux si Jacques Laffite devait renoncer.

René Arnoux n'est pas non plus épargné par les soucis. Surpris à plus de 240 kilomètres/heure sur la RN 7, il vient de se voir infliger un retrait de permis de conduire de trois mois. S'il ne bénéficie pas d'une mesure de sursis ou d'une dérogation, le pilote français ne pourra théoriquement (1) pas participer aux deux premiers grands prix de la saison, le 12 avril à Rio-de-Janeiro et le 3 mai à Imola.

Ces contretemps n'altèrent pas trop la confiance de Guy Ligier, qui devrait disposer cette année d'un budget de 58 à 60 millions de francs, avec l'assurance que son motoriste (Alfa Romeo) et ses deux principaux sponsors (le Loto et Citicorp) lui resteront fidèles au moins jusqu'à la fin de 1988.

Pour sa douzième saison consécutive en formule 1, le constructeur vichyssois, dont la dernière victoire remonte au Grand Prix du Canada, en 1981, avec Jacques Laffite,

« Nous avons signé un contrat de trois ans avec Alfa, indique Guy Ligier. J'ai reçu deux assurances auprès des dirigeants d'Alfa et de Fiat sur le respect de ce contrat, même pas en cas de difficultés et l'esprit de compétition qui les anime pour poursuivre cette activité en formule 1. »

GÉRARD ALBOUY.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme Cross de l'Équipe de France 15 Mars au Tremblay (Paris)	Judo Tournoi de France. Samedi 14 et dimanche 15 février, à Strasbourg.
Automobilisme Rallye de France. Jusqu'au samedi 14 février. Salon de la voiture et de la moto de course et Rétromobile. Du 13 au 22 février, au Parc des expositions (ports de Versailles).	Rugby Championnat de France (18 ^e journée). Dimanche 15 février, avec Racing-Agen avancé au 14 (Canal + à 20 h 20).
Basket-ball Championnat de France. Match retour (4 ^e journée). Samedi 14 février. Coupe d'Europe des clubs champions. Liverpool-Madrid. Samedi 18 février.	Ski alpin Coupe du monde. Slalom. Samedi 14 février (Antenne 2 à 10 heures). Slalom dames à Flühli-im-Erntbuch (Suisse) et slalom géant messieurs à Todtnau (RFA), dimanche 15.
Handball Challenge international G.-Barrère. Samedi 14 février, au POPB. Coupe de France. Du 17 février au 1 ^{er} mars, en 1 ^{er} mars, en 1 ^{er} mars.	Ski nordique Championnats du monde. Jusqu'au 21 février à (RFA) (Antenne 2). Les jeux du stade, samedi 14 à 14 h 50 ; TF1, dimanche 15 à 15 h 45). Transjurassienne. Dimanche 15 février, à Mamours et Mouths.
Hockey sur glace Championnat de France (2 ^e journée). Samedi 14 février.	Tennis de table Championnats du monde. Du 19 février au 1 ^{er} mars, à Delhi.

سكيا من الاول

صحة من الاجل

Aux larmes citoyens, le libéralisme est en danger.

Monsieur le Premier Ministre,

Pouce ! Nous ne comprenons plus !

En mars 1986, les Français, en votant pour votre programme, ont choisi de voir le mot Liberté écrit au pluriel.

Liberté de l'entreprise, liberté de l'emploi, liberté d'expression... Mais où est la liberté quand un même groupe, Havas pour le nommer, contrôle nettement plus du tiers de l'espace publicitaire français. Avec TF 1, il en aurait contrôlé plus de 50 %.

Ce libéralisme, nous ne le comprenons pas. Car Havas est actuellement le premier acheteur de publicité en France par ses agences, en même temps que le premier vendeur par ses régies. C'est une position de nature à permettre tous les excès d'influence. Imaginez un avocat qui serait aussi juge !

Face à ce danger, nous proposons qu'une loi anti-trust de la publicité fixe un seuil à la concentration. Et pourquoi pas 25 % comme aux Etats-Unis ?

Et si vous nous aidiez dans notre combat ? La liberté de communication aurait enfin une signification en France.

Nous ne craignons pas la concurrence. Nous redoutons sa fin.

Jean-Claude Boulet, BDDP. Philippe Calleux, FCA! Jacques Séguéla, RSCG.

Le Monde SANS VISA

AU
SÉNÉGAL



Safari à la pintade

par
Claude Lamotte

LE Sénégal est terre d'élection pour le petit safari. Le phacochère y est abondant, la faune sédentaire à plume, variée et soumise à un quota de prélèvement quotidien par espèce, généralement respecté. En dehors des zones ruinées par certains vendeurs de chasse locaux que le scrupule n'étouffe pas, peu de déceptions sont à craindre dans ce pays où la tradition cynégétique est encore une réalité. Certes, courir le francolin (sorte de grosse perdrix) ou la pintade, le phacochère ou le lièvre des sables n'éveille pas l'émotion que procure à travers les collines de l'Afrique centrale et de celles de l'est la poursuite d'un buffle ou l'approche d'un grand fauve. Mais l'incursion, hors des grands itinéraires, à l'intérieur du pays, la chasse en étant le prétexte, constitue une expérience et un exercice dont beaucoup ne soupçonneraient pas l'agrément.

Retrouvailles avec Amedou

L'Afrique exerce sur ceux que la passion de fouler le continent ne pourra jamais égaler. Magique. Dès l'ouverture de la porte de l'avion qui vient d'Europe, l'Afrique saute immanquablement à la gorge, à la tête, lourde des odeurs de la terre, des fleurs, des épices, de la forêt, des habitudes senties les provinces lointaines réservent à leurs familiers.

Première vision : la foule. Quel que soit le jour ou l'heure de l'atterrissage, tout le monde semble attendre tout le monde dans le hall de l'aéroport. La pagaille est générale et la première préoccupation pour les disciples de saint

Hubert, qui débarquent avec armes et bagages, est de rassembler sacs, étuis à fusils et carabines, caissons à munitions que se disputent vrais et faux porteurs.

Heureusement — deuxième vision — Amedou, le fidèle chauffeur et homme de confiance de l'organisation de chasse est là. Hilare, ému aussi des retrouvailles, même si plusieurs années ont passé depuis l'expédition précédente. Il brandit une pancarte où l'on peut lire « Kayanga » car cette fois-ci le groupe ira vers le sud près de la Guinée-Bissau, le long du parc du Niolokoba, la réserve aux grands animaux. Là se trouve le plus récent campement de chasse planté comme un fortin au sommet d'un piton : douze cases qui entourent un bâtiment central à terrasse couverte, lieu de tous les rassemblements. Le bar, présence indispensable par 35°C à 45°C à l'ombre, y trône.

Amedou prend les affaires en main, trouve dans la foule le racourci miraculeux qui amène toute la troupe au guichet où l'on contrôlera passeports et matricules des armes, des mesures indispensables à un voyage, par la suite sans histoires, loin de la capitale.

Sacré Amedou. Avec lui le minibus roule déjà sur la nationale 1 vers la Gambie et la Casamance alors que la file des voyageurs, en zags, s'étire encore au contrôle de police, là-bas à Dakar.

Sur la route qui coule vers le Sud, la première étape est traditionnellement Kaolak, capitale de la cacahuète sénégalaise. Ne pas s'arrêter au bar de l'hôtel de Paris, avant de reprendre la route et ne pas y saluer Mme Moché, la propriétaire de l'endroit, serait aussi incongru que de sauter une station du chemin de croix un vendredi saint à Séville.

Carrefour de toutes les routes qui mènent à la Gambie, au Sine Saloum vers l'Atlantique, l'hôtel de Paris est le lieu de rendez-vous de tous les voyageurs qui parcourent le Sénégal du sud. Outre que la bière y est toujours fraîche, on y croise les groupes de chasseurs qui terminent leur

casés et les pisteurs qui, après tout le séjour en brousse, ne vous quitteront plus d'une semaine.

Il ne faut pas s'y méprendre, partager une bière rustique dans la plus pure style local avec un inconnu embarqué à Paris peut réserver des surprises, mais pire peut-être est de se voir choisi par

tades, pour faire voler le gibier peu disposé à finir dans les casseroles. Par la même occasion, dans un instant il peut réserver des traces de phacochères, voire de serpents. Aussi, un choix malheureux peut se révéler désastreux.

Une sorte de challenge s'établit entre pisteurs — ils peuvent aller jusqu'à passer des semaines eux sur la compétence de « leur » chasseur — le Nemrod venu du Nord risque bien d'en faire les frais. Tomber par exemple sur un pisteur marathonnien, persuadé que le résultat d'une chasse se mesure à la distance parcourue en courant entre la Land Rover garée à l'ombre d'un baobab et la compagnie de francolins qui a choisi un champ de manioc pour s'envoler au nez de l'intrus, relève du martyre. Mais en moins, dans un bout de deux jours de course, sans même une absence de réflexes qui se traduit par des gestes étonnants : coups de sang, coups de feu intempestifs, hasardeux, bien sûr inefficaces.

D'autres situations, à vrai dire prévisibles, peuvent intervenir. Ainsi, la perte de contact avec le reste de la troupe censée suivre la même direction, alors qu'une bande de cynocéphales ricanants poursuit ses ses dans la marche épuisante du chasseur qui se croit perdu.

(Publicité)

Mais le marathonnien n'est pas le seul à inquiéter. Tout aussi inquiet est le pisteur sautillant, nerveux, enthousiaste, toujours placé entre le fusil et le gibier, mais hélas à hauteur d'homme, prêt à ramener avant son collègue voisin l'oiseau. Pas de chance d'avoir l'occasion de tirer quel que ce soit avec ce type de pisteur.

La glacière du pisteur

Le marathonnien africain expérimenté ou chanceux, lui, n'est pas inquiet. Son pisteur, après une première marche fructueuse effectuée au petit matin, juste avant l'heure où le jour bascule d'un coup pour embrasser l'horizon, lui aura installé une petite chaise sous un frais manigrier, glacière à portée de main. De cette position, il pourra observer tout ce que la nature en Casamance la Verte pourra lui offrir de réverbères et de bonheur. Bouquets de perroquets jacassants en plein vol, pigeons roucouleurs roucouleurs au sommet des fromagers, virevoltants des toucans curieux, courses désordonnées des besogneux rats palmistes... De temps à autre, il saisira son fusil pour tirer l'oiseau ou la pintade que ses confrères plus agiles auront tirés aux alentours dans d'épuisantes marches.

(Lire la suite page 14.)

Ici, dans cette partie de chasse au Sénégal, pas de dégâts sur les grands fauves. On tire plutôt sur de la plume. L'avantage c'est que, le soir au campement, on peut dévorer ses trophées.

sejour et reprennent le chemin du Nord. Là s'échangent les derniers tuyaux sur la température, l'état des camps, la densité du gibier. Là se confient les noms des pisteurs à retenir ou au contraire à fuir.

Chasseur choisi

Car, détail à ne pas ignorer, on ne chasse pas seul en Afrique, mais avec un guide, un chef pisteur et des pisteurs... Et il faut savoir que ce n'est pas le chasseur qui choisit son pisteur, mais le pisteur qui se réserve « son » chasseur.

Ce détail, on le verra, a son importance. Dans le premier rassemblement du séjour au campement, atteint après huit heures de bitume, puis de pistes, ondulées comme il se doit, le guide, maître des lieux, va présider une sorte de cérémonie capitale. Malheur aux non-initiés, c'est à ce moment que tout se joue : l'attribution

un pisteur aux conceptions de chasse personnelles et étranges.

Cet homme, en effet, qui, a priori, ne semble là que pour porter les jumelles, les fusils, les munitions et les gourdes des chasseurs les plus malins, peut être aussi un redoutable coéquipier. Sa seconde fonction — la principale — yeux de certains — consiste à taper les pailles, refuge de prédilection des poules de roche, des francolins, des pin-

**ACCESS VOYAGES
LES AMÉRIQUES
AU MEILLEUR PRIX**
6, rue Pierre-Lescot
75001 PARIS
Tél (1) 42-21-46-94
Métro et RER
Châtelet-les Halles
Réductions possibles
en première classe
et classe affaires.

	AR	AS	AR
NEW-YORK	1 890 F	1 390 F	2 460 F
BOSTON	1 440 F	2 590 F	2 800 F
PHOENIX	1 540 F	2 590 F	3 890 F
DALLAS	1 790 F	3 200 F	4 395 F
PHOENIX	1 790 F	3 200 F	6 090 F
NEW-ORLEANS	1 790 F	3 200 F	6 630 F
LOS ANGELES	1 960 F	3 200 F	6 990 F
LAS VEGAS	1 960 F	4 000 F	7 520 F
MONTREAL	1 390 F		
TORONTO	1 790 F		
VANCOUVER	2 590 F		
MEXICO	2 590 F		
LIMA	3 200 F		
RIO DE JANEIRO	3 200 F		
TAHITI	5 190 F		
AUSTRALIE à partir de			7 520 F

et encore d'autres destinations

سكننا من الاجل

سكنا من الاجل

ESCALES

Débarquement en Crète

Il faut tout faire soi-même en Crète, dans ce circuit proposé par Nouvelles Frontières (87, boulevard de Grenelle, 75016 Paris, tél. : 42-73-10-64) : construction son labyrinthe, d'été à été itinéraires, en avec les autres participants (huit à dix personnes) et l'accompagnateur Nouvelles Frontières, il conduire les participants à disposition (permis obligatoire de plus d'un an). Itinéraires : Paris, Lyon, Toulouse, Mulhouse, Marseille, d'avril à septembre. 2 700 F : le prix comprend l'hébergement, la première nuit, à Héraklion, le prêt d'un véhicule et des cartes de camping (canadiennes deux places) et l'assurance. Il faut acquitter en plus : la taxe pour l'île (voies aériennes Paris-Mulhouse-Paris à partir de 1 300 F), la nourriture (environ 80 F par jour), les sites, musées, campings, les frais d'assurance et... les éventuelles variations.



Jérusalem au bout du Sinai

En route ! C'est dans un véhicule 4x4 que Club Aventure (122, rue d'Assas, 75002 Paris, tél. : 46-34-13-00) propose un tour du Sinai en quatorze jours. Après trois jours de visite au Caire (pyramides de Gizeh, le Sphinx etc), le départ a lieu à l'heure du matin et se termine à Jérusalem. Nombreuses étapes dans le désert du Sinai, une journée de marche au travers des couleurs, vers d'Etat et de la République de Messade, au bord de la mer Rouge, avant l'arrivée à Jérusalem. Vols réguliers Paris-Lyon et Tel-Aviv-Paris, via Malte. d'hôtel, pension complète pendant le circuit :

9 980 francs. Il faut ajouter les repas pris au Caire et à Jérusalem, les taxes d'aéroport et les frais de visa. Prochain départ le 20 avril. Groupe de huit à quinze participants.

Concert au château

Des musiciens de Touraine et de la région, l'association culturelle Le Chœur de la Vallée (82, rue Taitbout, 75002 Paris, tél. : 46-26-77), l'espace d'un week-end (du samedi au dimanche) autour d'un concert au château d'Arçay avec le Trio Marly : Annie Chabot (harpe), Yves Bellon (violoncelle) et Bernard Wyszynski (basse). Au programme : Haendel, Mozart, Bach, Debussy, etc. Cinq heures de musique et souvenirs, le Musée de la pierre et de l'histoire du château, le Clos-Lucé où se trouve le château de Vitry, l'abbaye Saint-Julien à Tours et son musée de la pierre, le musée de la Dame de Montreuil, et de la Roche-Racan. 2 280 F de Paris à Paris en autocar.

croisière de quatre jours dans l'archipel des îles pour ses ignes, ses tortues et tous les pieds bleus. Mais cette visite s'intègre dans une croisière de l'Equateur : volcans, marchés indiens, colonies, Cuito, la capitale, mais aussi, plus rarement visitée, Cuenca, réputée pour son artisanat et ses bijoux. Six départs en 1987 : 13 jours Paris à Paris pour 23 300 F ou 11 100 F (selon la cabine), avec des groupes limités à 11 participants.

Transaustralie

Les Raids du courage : GO Voyages (22, rue de l'Arcade, 75008 Paris, tél. : 45-22-08-50) s'adressent ici aux « mordus de l'aventure », à « des gens préparés aux efforts, capables de rouler sur des pistes, de supporter sable, poussière et chaleur ». Le premier raid aura pour cadre l'Australie : 7 000 kilomètres pour traverser l'ouest, ce pays-continents. Un départ en douceur, avec Sydney, puis la côte, et on s'enfoncé dans le désert rouge : Alice Springs, Ayers-Rock et le grand désert de Victoria avant l'arrivée à Perth. Le raid s'effectue en Fiat Panda 4x4. Du 2 au 25 avril : 29 800 F Paris/Paris avec assistance médicale et technique tout au long de ce raid vendu également dans les agences de voyages.



Le tour de l'Atlantide

Elles sont pour certains le Jardin des Hespérides, le lieu où Hercule vint cueillir les pommes d'or. Pour d'autres, rien moins que les vestiges du mythique continent englouti, l'Atlantide. Les Canaries - les « îles fortunées » des premiers navigateurs - ont toujours fait rêver. Toutes les saisons sont bonnes pour les découvrir : le soleil y brille trois cents jours par an, et la température n'y descend jamais en dessous de 15 degrés.

Déserts et palais du Rajasthan

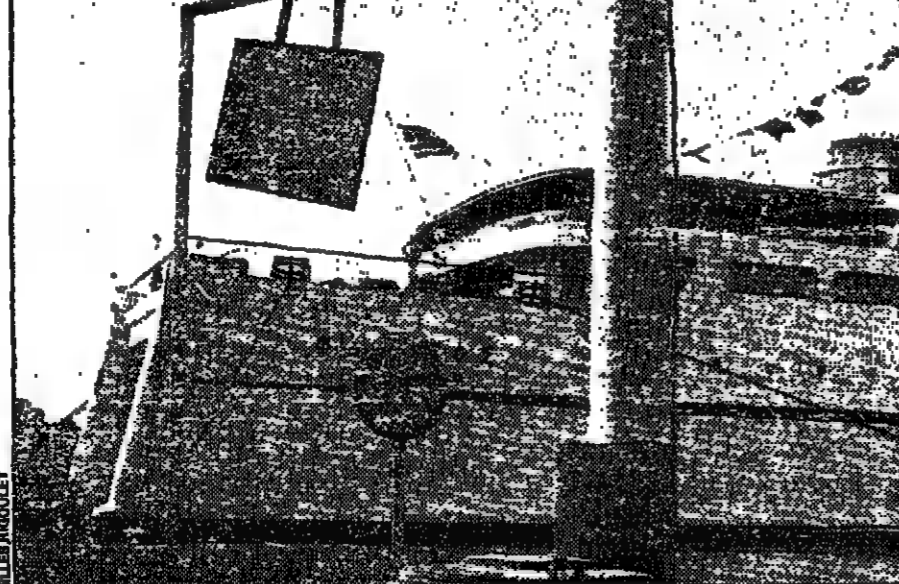
Déserts et jungles, hélices et bijoux, huttes et palais, vingt mondes et trente siècles ici se bousculent : le Rajasthan. De Bombay à Delhi, en passant par Udaipur, Jodhpur, Mandora et Jaipur, le Touring français (50, rue de Chateaubriand, 75008 Paris, tél. : 42-90-67-80) offre la découverte d'un univers qui surprend toujours et dérange parfois. Prochains départs les 2 mars, 23 mars et 13 avril. Prix par personne (pension complète, hôtels de luxe ou les meilleurs disponibles, services d'un accompagnateur) : à partir de 16 950 F. Groupes de vingt participants au minimum. Vols aller et retour assurés par Lufthansa. Durée de huit jours. En vente dans les agences.

Huit jours en Islande

Condition aère que non : être un séjournant de fond expérimenté. Il part de là, le monde des îles du Landmannalaugar, ses sources de réhytite et ses sources d'eau chaude (bains en rivière prévus) se laissent explorer, en compagnie du guide Helgi. Huit jours/sept nuits (deux à Reykjavik, cinq en refuge), avion Paris-Reykjavik aller et retour, pension complète :

Un train en Equateur

Qui ne se souvient de l'arrivée d'un café, embarqué à bord d'un train en musique dans des paysages peu ordinaires. Ce train « folkie » relie Rio de Janeiro à Rio de Janeiro, par le somptueux train des volcans. Cela se passe en Equateur, un pays qui mérite beaucoup plus que le simple prétexte d'un voyage aux îles Galapagos. Aldou (2, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-86-15-55) propose, par l'intermédiaire des agences de voyages, une



Vacances d'en France

LES Français ne s'expliquent pas simplement par une conjoncture économique qui limiterait les voyages à l'étranger. Il semble, en effet, que la majorité des vacanciers français (à l'exception de ceux à l'intérieur de l'Hexagone. Deux raisons à cela : les régions disposent de multiples atouts et, depuis une dizaine d'années, elles s'emploient à mieux les faire connaître.

Pour le tourisme régional, la dernière décennie a été déterminante. En se dotant de bureaux et en jouant à fond la carte de la promotion intelligente, les régions ont changé de registre. Il n'est plus révolu aujourd'hui le temps du tourisme artisanal qui se contentait de vanter le charme désuet du « petit chemin qui sent la noisette ».

Vendre la France aux Français, signifie désormais leur proposer des produits touristiques adaptés à leurs goûts et en

s'appuyant sur les richesses naturelles d'une région. Cela implique un changement de mentalité de la part des responsables locaux. En 1977, les structures commerciales du type « Loisirs Accueil » ont été créées dans sept départements pilotes. Dix ans plus tard, près de la moitié des départements français ne sont plus privés de bureaux au service de groupes, les « Loisirs Accueil » fournissent des prestations différentes, adaptées aux besoins locaux. Là encore, on est loin de l'office de tourisme simple distributeur de prospectus... Et le langage employé le présente par les responsables du tourisme régional vient tout droit du marketing. Comme le dit un animateur du comité régional du tourisme Midi-Pyrénées : « Nous passons du « de cueillette » à un véritable marché ».

Cette mutation s'exprime dans les déclarations des responsables régionaux interrogés par la direction de l'industrie touristique à l'occasion d'une récente enquête. Du Languedoc-Roussillon à la Franche-Comté, les spécialistes du tourisme analysent les spécificités de leur terroir, scrutent les marchés, étudient de nouveaux produits. Plus que jamais, la France du tourisme, c'est la France des régions, et chacune essaie de se mettre en valeur. Sans abandonner les pratiques de promotion traditionnelles qui vantent atouts naturels

et historiques, on accorde une grande importance à l'analyse de la fréquentation touristique de la région. En connaissant mieux le profil de leur clientèle, les responsables du tourisme local espèrent pouvoir lui proposer des produits à son goût.

La région de Savoie-Mont-Blanc, qui a connu une stagnation de la clientèle traditionnelle des sports d'hiver, met l'accent sur les courts séjours et les grands week-ends. Elle développe également un tourisme à thème : le golf, par exemple (elle dispose de neuf terrains sur deux départements) et les circuits à découverte des Alpes, à l'image des Italiens. Et puis, malgré la démission de Jean-Louis Killy, il faut JO pour vendre la Savoie à l'australien.

La Bourgogne et Champagne-Ardenne, connues mondialement pour leurs vins, ne s'imposent pas l'esprit comme des lieux de vacances. Elles ont des entreprises de modifier leur image de marque à partir de thèmes simples mais vivants : « l'art et le plaisir de vivre » pour la première, « le pays où la vie pétille » pour la seconde.

Au concept de région, on préfère la formule « un marché un produit ». C'est le cas des Pays de la Loire, qui développent une série de propositions autour des vacances à bicyclette. L'opération, menée sur cinq départements, a obtenu de bons résultats à l'étranger. En Mayenne, 50 % des adeptes du tourisme à vélo sont Néerlandais.

La vallée du Rhône, qui vise une réputation plus équilibrée des vacances dans ses différents sites, « afin d'éviter les « dommages », a entrepris, récemment, de collaborer plus étroitement avec les prestataires régionaux. Même démarche en Auvergne, où le comité régional du tourisme, qui n'a pas de fonction commerciale, soutient l'action d'une vingtaine de groupements hôteliers répartis sur quatre départements. Toujours le tourisme en autocar qui domine les produits proposés par la région, où le rapport qualité-prix demeure l'un des meilleurs de France. Quant au Languedoc-Roussillon, il n'hésite pas à vendre le tourisme industriel.

La Bretagne, qui s'est dotée d'une image de marque (Bretagne tonique) pour équilibrer une réputation un peu trop folklorique, ne manque pas, elle non plus, de projets d'avenir. Le rapport Barry Maybury (Le Monde du 31 janvier 1987) devrait lui inspirer une nouvelle politique promotionnelle et apporter quelques idées aux responsables régionaux. Dans les DOM-TOM, les particularismes régionaux jouent plus qu'ailleurs, chacun s'intéresse, en priorité, à sa zone de concurrence. Les Antilles regardent du côté de l'Amérique du Nord (et en particulier du Canada) et Tahiti s'intéresse à la côte ouest des Etats-Unis en se situant dans le prolongement d'Hawaï.

Face à un contexte économique difficile, les régions ont tendance à adopter la formule du chacun pour soi. Une réaction certes compréhensible, mais qui représente une importante dépense

d'énergie et d'argent. La création, il y a deux mois, d'une Maison de France traduit une volonté de rendre le tourisme français plus performant sur les marchés intérieur et extérieur. L'office national de la promotion touristique regroupe, sous la forme d'un GIE, les régions, les professionnels du tourisme et l'Etat.

Les régions pourront y trouver des conseils pour se vendre sur les marchés étrangers, des informations, des contacts avec les représentations établies dans trente et un pays et des aides pour organiser des opérations de promotion dans les salons touristiques étrangers. Ainsi, sur les vingt-quatre régions présentes au SMTV 1987, douze avaient choisi de s'installer sous le toit de la Maison de France.

CHRISTIAN-LUC PARSONS

EN PISTE!

SAHARA • MAROC • NIGER
MALI • MAURITANIE • BENIN
TOGO • KENYA • TANZANIE
ZAMBIE • ZAIRE

A PIED ET EN 4x4
CATALOGUE SUR DEMANDE
Club Aventure
122, rue d'Assas - 75006 PARIS
(1) 46-34-22-60

ENQUETE

La France n'a plus de « France » mais continue à vouloir faire croisière avec des idées. Les paquebots à voiles sortent des chantiers du Havre; l'aménagement intérieur aussi est français. Le premier est signé Marc Held, architecte et styliste industriel.

Le pullman des mers

UN architecte met-il bon tout à faire ? De la cuisine à l'usine, du navire aux meubles du président de la République ? Marc Held fait partie de ceux que vingt-cinq ans de carrière ont conduit partout, des confins du stylisme industriel, de l'aménagement de la conception industrielle. Depuis deux ans, ses recherches l'ont conduit à un nouvel espace, le paquebot : rénovation de *Mermaid* puis création d'un paquebot à voile sur les chantiers du Havre cet automne.

Vous avez visité le « France », version « Norway », ainsi que plusieurs grands paquebots de croisière de la flotte des Caraïbes. Que reste-t-il des derniers « transats » ?

« J'ai visité le « France » depuis qu'il a été réaménagé. C'est le dernier complet, le dernier de tout ! Il reste encore les grands transats, le volume des grandes hauteurs sous plafond. En revanche, l'intervention des années 80 l'a en partie transformé en Las Vegas du pauvre. La grandeur mise à part, les paquebots d'aujourd'hui ont été pris en main par des hommes de marketing qui rentabilisent chaque centimètre carré. Ce sont des petits comptables qui aménagent les navires actuels.

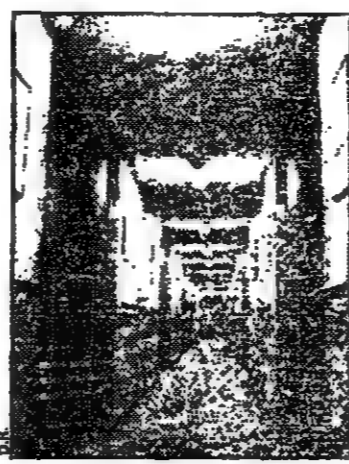
Le transat représentait beaucoup plus à un mètre carré qu'aux grands transats des années 30 par l'utilisation des volumes et surtout par le choix des matériaux. Ces gens n'ont pas le sens du toucher ! Ils ne savent que tromper : partout des imitations de bois, de tissus... Ils ne nous ont rien donné, ils ne nous ont rien fait. Ils ne nous ont rien donné, ils ne nous ont rien fait. Ils ne nous ont rien donné, ils ne nous ont rien fait.

« J'ai travaillé sur le feu. Ces aménagements sont parcellaires, passillonnés, et... vulgaires ! »

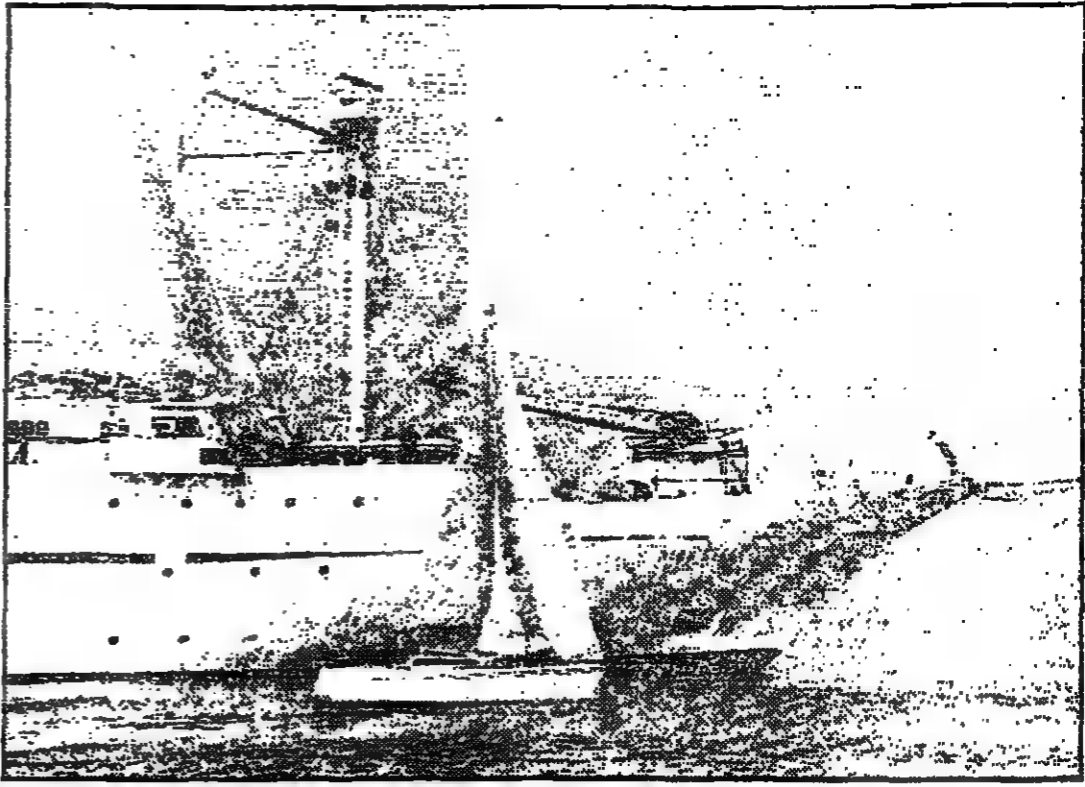
« J'ai travaillé sur le feu. Ces aménagements sont parcellaires, passillonnés, et... vulgaires ! »

« J'ai travaillé sur le feu. Ces aménagements sont parcellaires, passillonnés, et... vulgaires ! »

« J'ai travaillé sur le feu. Ces aménagements sont parcellaires, passillonnés, et... vulgaires ! »



28 septembre 1986. Le paquebot *Mermaid* déposé pour la première fois ses 330 m² de voiles en rade du Havre.



28 septembre 1986. Le paquebot *Mermaid* déposé pour la première fois ses 330 m² de voiles en rade du Havre.

« J'ai travaillé sur le feu. Ces aménagements sont parcellaires, passillonnés, et... vulgaires ! »

« J'ai travaillé sur le feu. Ces aménagements sont parcellaires, passillonnés, et... vulgaires ! »

« J'ai travaillé sur le feu. Ces aménagements sont parcellaires, passillonnés, et... vulgaires ! »

« J'ai travaillé sur le feu. Ces aménagements sont parcellaires, passillonnés, et... vulgaires ! »

« J'ai travaillé sur le feu. Ces aménagements sont parcellaires, passillonnés, et... vulgaires ! »

« J'ai travaillé sur le feu. Ces aménagements sont parcellaires, passillonnés, et... vulgaires ! »

Les Français ne sont pas insensibles au charme de leur pays. Sur les 58 % d'entre eux qui prennent des vacances, près de 85 % les passent dans l'Hexagone.

CORSE

Du sentier à la mer
Parce que la Corse est un espace si belle vue de la mer, Montagne dans la Liberté... Napoléon III, Ajaccio, tél. : 95-20-53-14

ALPES DE HAUTE-PROVENCE

Descente en eau vive
Pour s'offrir des sensations dans la température de l'eau glaciale, les Alpes de Haute-Provence ne disposent pas de sites comparables au Colorado... Ubaye (entre la France et l'Allemagne) et le lac de Serre-Ponçon, l'un des plus beaux circuits de canoë pour le raft, le kayak et l'hydro.

PAYS DE LA LOIRE

Balade en Torpédo
Pour découvrir la Sarthe à petite vitesse dans une atmosphère rétro, le Comité de tourisme propose une balade d'une semaine à bord d'une vieille voiture (Peugeot 201, Torpédo, Citroën P12) pilotée par un chauffeur... Postes 4432.

PICARDIE

La préhistoire vue du ciel
Depuis une vingtaine d'années, les géologues ont fait passer la technique de la détection des vestiges aérés d'habitats gallo-romains aux touristes.

MIDI-PYRÉNÉES

La conquête du Tarn
Le premier jour, à la ferme, on apprend à atteler et à manier l'attelage. Puis, dès le lendemain, la randonnée se fait sur les petites routes de Haut-Languedoc. A bord de chariots bûchés dignes de ceux des pionniers

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Pêche au thon à Gruissan
Inutile d'aller au large de la Floride ou des Seychelles pour éprouver des émotions de la pêche au tout-gros. Les œux qui s'étendent au large de Gruissan, entre les Canet et les

BRETAGNE

Miviche et lancer dans le Morbihan
Pour réaliser un peu plus de l'Irlande, la Bretagne offre un valeur meilleur que la pêche au moron et à la truite. Deux personnes tout compris sur le bateau de pêche (personnes au double) aux côtés de Jean-Yves Bouglouan et Guy Migaud, deux spécialistes renommés. Découverte des parcours à l'EMF, le Scorf, les audiovisuelles, repérage de la pêche sur le terrain, perfectionnement aux techniques de pêche en rivière, montage des mouches... le printemps déroulera le 27 et 31 mai 1987, au point de vue du 10 et 14 juillet. Réservations, Loisirs-Accueil Morbihan, Hôtel départemental du tourisme, BP 400, Caden, tél. : 97-42-61-60, C.L.F.

Les voiles du Havre

DANS la grande qui secoue la construction navale mondiale, les Chantiers de l'Atlantique, Saint-Nazaire, du Havre (avec le Rochelle) apparaissent toutes proportions gardées, les seuls à offrir des possibilités de construction de navires à voile. L'usine Alstom, qui a commandé le grand norvégien, l'autre pour un américain. Quant au chantier du Havre, il est le seul à proposer un croisière à voiles. L'entreprise est dirigée par M. Gilbert Fournier, au point de vue de la construction, qu'il se prépare à vendre à la fois aux petits pays.

« J'ai travaillé sur le feu. Ces aménagements sont parcellaires, passillonnés, et... vulgaires ! »

« J'ai travaillé sur le feu. Ces aménagements sont parcellaires, passillonnés, et... vulgaires ! »

« J'ai travaillé sur le feu. Ces aménagements sont parcellaires, passillonnés, et... vulgaires ! »

سكنا من الامم

سكن من الاجل

RENCONTRE

Marchand de voyages, le dur métier

CONSCIENT de la fragilité d'une agence de voyages isolée, Philippe Demochy fondeait, il y a quinze ans, Sélection Voyages, un réseau constitué d'entreprises indépendantes. Il jouait l'union et y gagnait la part de dix points de vente, le groupement est passé à plus de trois agences. En 1981, le chiffre d'affaires « pesait » 2 milliards de francs. En 1985, il réalisait un chiffre d'affaires de 3,2 milliards et, en 1987, il vise les 4 milliards. Les chiffres qui en font l'un des premiers distributeurs français de voyages sont Havas-Tourisme et Wagons-lits Touristiques.

Peut-être les agences, la voie du salut passe-t-elle donc par le regroupement ?

Pas uniquement. Notre métier, c'est la distribution. Le chiffre d'affaires, c'est, en moyenne, 78 % de ventes de billets et 22 % de tourisme, c'est-à-dire de revendeurs des marques des producteurs de voyages. Quand une profession ne peut que commercialiser des produits fabriqués par d'autres, elle doit justifier son rôle vis-à-vis du consommateur. Parmi nos services, il y a le rôle de conseil et les services « plus » offerts, par notre réseau.

À savoir ? C'est la du chèque-annulation (nous assurons les frais d'annulation jusqu'à trente jours du départ) un diagnostic vacances (un jeu-test qui permet de décoder les besoins du client),

en passant par le kiosque aux affaires, le prêt de vêtements sur des destinations, un numéro de téléphone pour les vacanciers mécontents ou une assistance complémentaire qui, pour 10 F en moyenne, offre une couverture maximale.

Un « vacancier » très protégé : est-ce à dire que les produits vendus ne sont pas fiables ?

En moyenne, nous avons de dix à quinze appels par an pour des clients mécontents par nos clients. Sur quelque cent cinquante mille départs. C'est donc très peu. Mais notre logique, c'est le service du consommateur. C'est ce que nous faisons. Nous offrons donc un service après-vente immédiat.

Les voyageurs avec lesquels vous travaillez sont-ils professionnels ?

De plus en plus. Il est très rare qu'un incident de parcours soit dû à la légèreté d'un voyageur. Les « bavures » s'expliquent surtout par des hôtels en « surbooking ». Finalement, nous recevons, en moyenne, une dizaine de réclamations par an, et la pétition rédigée par un groupe est de plus en plus exceptionnelle.

Pourtant, selon une récente enquête de l'INCC (1), l'image des agences de voyages n'est pas vraiment bonne.

Certes, il y a un effort important à faire pour améliorer l'accueil et l'efficacité des agents de comptoir. Mais de telles



Philippe Demochy

agence : du vol « sec » à la croisière, en passant par les locations.

Le problème, pour les agences, ce n'est pas dans le fait que leur principale activité, la billetterie, est aujourd'hui menacée par le numérique ?

Notre activité principale est en effet la billetterie, un marché progressif où le taux de progression est faible. Un marché où, de plus, nous sommes attaqués par les nouvelles technologies. Si le numérique ne représente qu'une faible part de notre activité, il offre pourtant un fort potentiel de développement. Il nous faut donc rééquilibrer nos entreprises. D'où nos efforts pour attaquer ce marché presque nouveau.

Motivés et mal utilisés ? On voit que nous pourrions des livraisons ou des prix. On nous utilise comme des centres de distribution, non comme des centres de conseil. Les gens ne nous utilisent absolument pas les diverses formules qu'on peut acheter dans une

Le public aperçoit-il ? On refait, cette année, une campagne de 4 millions de francs à la télévision ainsi qu'à la radio et dans la presse écrite.

Un tel effort ne devrait-il pas être assumé par l'ensemble de la profession ?

J'ai essayé de faire passer un message au sein de notre syndicat, le SNAV. Cette première tentative à la télévision valait ce qu'elle valait, mais elle n'a pas été réellement suivie par la profession. Nous recommencerons en février. Il faudra que toute la profession se sente concernée, sinon nous resterons des marginaux.

On pense souvent que les prestations d'une agence de voyages sont chères ?

Non seulement cela ne coûte rien, mais, très souvent, cela coûte moins cher que d'organiser soi-même ses vacances. Cela parle du gain de temps.

Vous vous voyez être au chemin le plus court ?

Je pense, au contraire, que l'avenir est aux conseils et aux contacts humains. On ne peut acheter du rêve, des voyages, des vacances, uniquement sur ordinateur.

Propos recueillis par PATRICK FRANCIS. (1) En février 1986, 50 millions de consommateurs, le magazine de France, ont effectué une enquête (INCC) sur l'image des agences de voyages (Le Monde du 15 janvier).

UTA : Vols directs pour San-Francisco. Complément de l'article San Francisco (Le Monde du 17 février), le vol UTA 7000 signale depuis le mois de septembre dernier par les compagnies françaises entre Paris et San Francisco. Outre Air France (le dimanche), la compagnie UTA assure deux vols directs par semaine (mardi et samedi) qui continuent vers Papéete.

Safari à la pintade. (Suite de la page 13.) On reconnaît tout de suite dans un groupe le « chef » d'expédition : légers vêtements de toile, pantalon de couleur neutre, chemisette, lunettes de soleil, un sac à dos, une gourde, une boîte de conserve de viande, un point de concours ici, mais une recherche de la bêtise à la peine. On se bécote, on se moque, on applaudit chaleureusement d'une marmaille venue du village voisin admirer l'adresse du tireur émérite.

Comment s'y rendre. Par avion bien sûr. Plusieurs lignes régulières existent desservies par plusieurs compagnies entre Paris et Dakar. En outre, des services sont effectués au départ de Mulhouse, Toulouse, Lyon, Bordeaux, Marseille si l'on passe par le canal de Joliot-Curie - chasse et pêche (19, avenue de Tourville, 75007 Paris), dont Michel Meïe, guide de chasse, est le directeur. Jet Tours (chasse-pêche) supervise plusieurs installations étalées entre l'Atlantique et la frontière du Mali et créées par Sénégal-chasse. À la tête de chacune de ces installations se trouve un guide de chasse professionnel responsable de la gestion cynégétique du territoire sur lequel se trouve le campement. À la Kayanga, cité dans notre article, il s'agit de Jacques Moreau, guide fort connu de tous les chasseurs sénégalais. Neuf jours de voyage, dont six de chasse, coûtent de 8 860 F à 11 900 F de Paris à Paris selon les campements et les saisons.

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE. Particularités : SUPERIEUR 2 à 4 personnes, près mer, dans grands jardins, 9 km golf, Grand séjour, cuisine, chambre climatisée, s. de b., grandes terrasses. 150 000 F (semaine suivante période, Tél. (16) 35-82-97-96).

AVENTURES... YEMEN, MAROC, MALI, ETOILES, REUNION, CRETE, NEPAL, TIBET. NOMADE-AVENTURE. 50, av. des Ternes, 75017 PARIS. Tél. 43-83-96-98.

Carnet de route. Pour les carabines, il est conseillé d'apporter avec soi les munitions. Dans tous les cas, une autorisation d'entrée des armes est exigée. L'agence que vous aurez contactée en France se charge des formalités. Quand ? La saison de chasse va pour le phacochère du 15 novembre au 30 avril et pour le petit gibier du 1er janvier au 30 avril. Le meilleur moment se situe entre le 1er février et le 15 février. Hébergement. Les installations sont constituées par des huttes, dont les murs sont en dur avec généralement toilettes et douche intégrées. L'architecture est identique à celle des villages avoisinants. L'alimentation est généralement très soignée et composée de légumes, de viande, de poisson dans les camps situés près des rivières. Les nuits à l'aller et au retour sont passées à Dakar au Novotel, en bordure de la petite corniche. Santé. Vaccination contre la fièvre jaune obligatoire. Un traitement antipaludéen préventif est souhaitable. L'infirmerie du campement peut faire face aux inconforts instantanés qui peuvent par ailleurs se déclarer. Consulter également son médecin ou son pharmacien si l'on est sensible aux changements de régime. A voir. Tant à l'aller qu'au retour, on peut évidemment visiter Dakar. Lors du séjour dans les campements, les excursions sur les rives de la Gambie ou de la Casamance méritent d'être faites. On peut, par ailleurs, si le séjour se déroule dans l'est du pays, visiter le Niocoko-Koba, réserve de grands gibiers où l'on peut voir toute la faune africaine, de l'éléphant au lion et à l'hippopotame.

Le Monde RADIO TELEVISION. UN VRAI JOURNAL DE PROGRAMMES. AU SOMMAIRE : Le système Drucker, Cory Aquino, portrait de Serge Blanco et les programmes chaîne par chaîne. SUPPLEMENT EN VENTE DEMAIN avec Le Monde.

Lily Trotter. LA DÉCOUVERTE DU KENYA SAFARIS au départ de NAIROBI. Vols directs en minibus, cars ou véhicules 4x4 avec hôtels sélectionnés dans chaque ville d'étape.

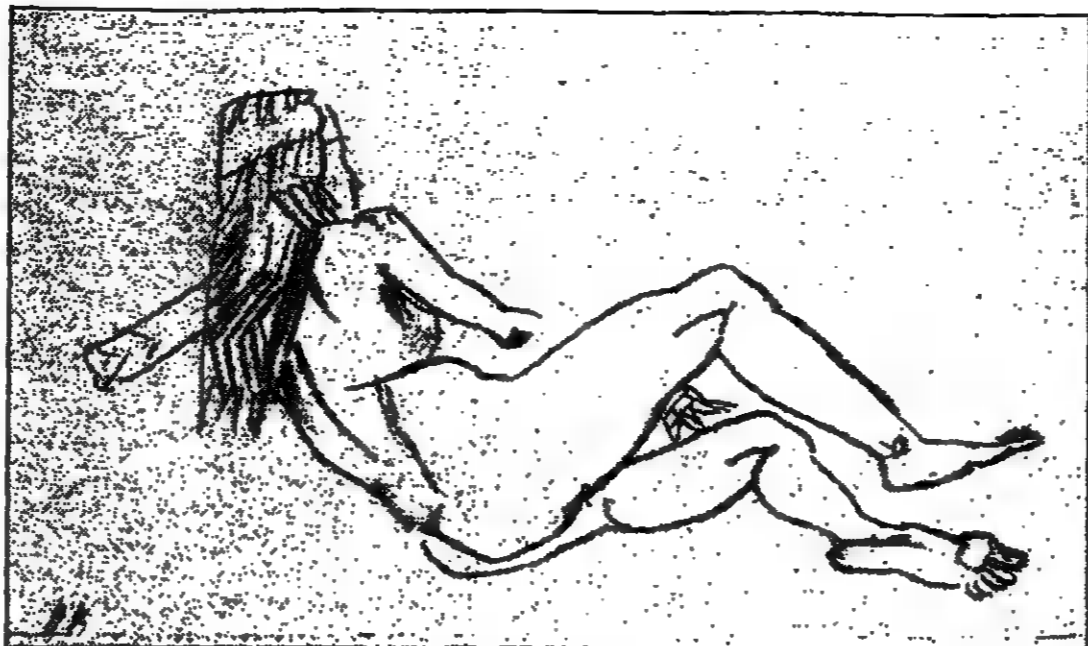
HÔTELS. Part of a vertical advertisement strip on the right edge of the page.

ARTS

Une autobiographie de Kokoschka

« Ma vie »

L'autobiographie d'un peintre ne saurait rendre compte de l'œuvre. Surtout lorsqu'on a attendu pour raconter sa vie... Oskar Kokoschka avait quatre-vingts ans, en 1966, quand il accepta cette épreuve.



Naïf, vers 1918

« On me dit d'écrire ma biographie, explique Oskar Kokoschka. Que signifie une biographie ? Jongler avec des dates ? Idéalisme ? Cela signifierait écrire une histoire qui n'est pas vraie. »

qu'il fera la connaissance de Herward Walden qui publiera ses dessins dès le premier numéro de la revue Der Sturm.

En 1903, il fit jouer sa première pièce : « Meurtrier, espoir des femmes ». L'affiche (reproduite sur la couverture de « Ma vie ») est les visages en regard, but que le pour-suit (...). Les conditions devaient admettre en mon nom une provocation au public, car les insultes que je pouvais lire tous les jours dans la presse m'avaient rendu amer.

Ses portraits non plus ne remportèrent pas l'adhésion générale. « Ce qui choquait la société dans mes portraits, disait-il, c'était de vouloir dans un visage, dans un jeu physiologique, dans un geste, afin de transmettre une idée, un langage, un langage imagé. »

Ma vie, par Oskar Kokoschka, traduit de l'allemand par Michèle François Deuret, Presses universitaires de France, 336 pages, 160 F.

« Paris, il fera la connaissance de Nancy Cunard qui vivait avec un Noir couturier charbon qui le battait la nuit et lui faisait tellement de bleus que je ne pouvais le compter quand elle venait... »

Les charmes d'Alma Mahler

Quand il succombe aux charmes d'Alma Mahler, la veuve du compositeur, Kokoschka a vingt-six ans ; il ne nous dit presque rien sur cette passion, la grande passion de sa vie, dont nous connaissons les versions admirables de La Flanerie du vent qu'il achève en 1914 après la rupture.

« Ma vie, par Oskar Kokoschka, traduit de l'allemand par Michèle François Deuret, Presses universitaires de France, 336 pages, 160 F. »

Bonnard sur papier

Est-ce parce qu'il a aimé la couleur avant toute chose que Bonnard est un dessinateur qui semble détester le trait et le contour au point de les laisser se perdre dans un désordre de lignes floues ?

« Les œuvres sur papier d'artistes contemporains accompagnent les carnets de Bonnard. Ce serait peut-être dire qu'à de très rares exceptions, elles ne soutiennent pas la moindre comparaison. De tels rapprochements feraient vite accorder crédit à la triste doctrine de la décadence moderne. »

BEDOS Le disque du CIRQUE D'HIVER. En tournée à partir du 5 mars. Includes text about the 'Carnet de Bonnard' exhibition.

« Negripub » à la bibliothèque Forney

Quand le Blanc rira jaune

Le thème était trop beau, trop évident, pour qu'on ne craigne pas le piège. Fatale erreur : l'exposition Negripub que propose la bibliothèque Forney offre la simplicité à l'exhaussement, l'intelligence à la discrétion, et l'émusement au sérieux.

Dans ces conditions, l'évolution de l'image du Noir, les déformations et les outrances, les attentissements et les récupérations s'ordonnent selon une trame limpide jusqu'aux racines, à l'intégration du Blanc au chapitre de l'humanité.

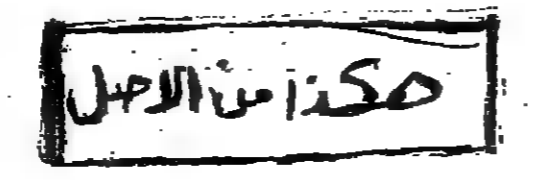
MOGADOR A PARTIR DU 18 FEVRIER CABARET ADAPTATION FRANÇAISE ET MISE EN SCENE DE JEROME SAVARY. Includes theater program details.

L'atelier Lacourrière et Frélaud au SAGA Un haut lieu de création graphique

Un des hauts lieux de la création graphique et qui n'entend pas vivre sur un passé prestigieux. Il expose au SAGA.

Rien n'échappait à l'œil de Picasso, même pas cette porte ouverte, quand il débarquait, un jour de 1930, sur les pentes de Montmartre, Féménis. Il aurait aussi bien pu regarder à l'intérieur : elle était vitrée, la porte.

Les vétérans des années héroïques. Nombreux sont ceux qui en mémoire s'éblouissent d'être vus dans la vitrine de la Ville de Paris pour fêter les cinquante ans de l'atelier « Lacourrière et Frélaud ».



Culture

Ouverture de la Maison de l'architecture L'exposition des quarante

L'architecture n'est plus un simple art de bâtir, elle est devenue un véritable langage...

L'initiative de l'ordre précède de quelques années la commande d'information au faveur de l'architecture...

Voilà un singulier progrès. Pour nous en convaincre tout d'abord, la première exposition de la Maison de l'architecture...

Le projet d'architecture de la Maison de l'architecture est un projet de renouvellement de l'esprit...

Et voilà l'œuvre des architectes, qui incarnent dans la poussière du médium, un monde d'architecture quotidienne...

En 1979, les architectes ont organisé un sondage sur les pratiques de l'architecture. Les résultats ont été publiés en 1981...

FRÉDÉRIC EDELMANN. (1) Unités pédagogiques d'architecture. (2) Maison de l'architecture, 7, rue de Chailot, 75116 Paris. Tél. : 40-70-01-65.

THÉÂTRE

« Les Désossés », de Louis-Charles Sirjac. Drôle de comédie

Une comédie de la comédie, voire du vaudeville : une femme, son amant, mais - en lieu et place du mari, décodé - un fils...

L'an passé, Sophie Loucahevsky mettait en scène « Les Désossés » de Mishima. Cette fois, elle a eu envie d'une comédie drôle au début de l'année au Centre culturel français de Milan.

Sophie Loucahevsky a réglé le spectacle au quart tour. Il y a des scènes faciles, un humour à caractère encombrent, des déplacements aberrants, des réactions impossibles...

ODILE QUIROT. * Théâtre municipal de Clamart. Salle Gémier. Jusqu'au 22 février.

L'hommage à Louis Jouvet, acteur de cinéma, organisé par les Amis de Cinéma, a remporté un grand succès public. Prévu jusqu'au 10 février, il est prolongé pour au moins trois semaines...

DANSE

Patrick Dupond et le Ballet-Théâtre de Nancy. Le danseur seul

Dans le Grand Théâtre de Nancy, des applaudissements en délire ont accueilli le nouveau programme du Ballet de Nancy.

En quelques années, Dupond trompe à fait de très grands progrès. Elle est capable de s'adapter à des styles

très différents de celui de Mousa El-Mechaieki. Elle a fait merveille dans « Elements », une création mondiale proposée pour elle par Bertrand d'Al...

MARCELLE MICHEL. (1) En mars, le Ballet part en tournée avec Patrick Dupond au Canada, aux États-Unis, au Japon. En août, en tournée avec Rudolf Noureev outre-mer.

Six New-Yorkais à Paris. Geste noir

Aux États-Unis comme en Europe, une nouvelle danse a pris naissance dans les années 70. En réaction contre le minimalisme...

Six de leurs animateurs, piliers de la Kitchin, sont programmés au Centre américain pour des solos et des duos. Blondie Cummings est déjà venue au Festival de Nancy en 1981.

L'œuvre de Jo Zeller a formé une troupe qui se révèle à la fois comme une troupe de jazz et de blues. Cette grande brigue athlétique a tourné vers les danses africaines de la musique de jazz pour élargir son langage...

« frivolités » d'un geste folklorique, mais il utilise la structure narrative comme moyen chorégraphique (Folktales). Fred Holland et Ismael Houston-Jones travaillent ensemble. Le premier vient de New York, le second de Los Angeles.

L'engagement politique, plus ou moins avoué, est le point commun à tous ces chorégraphes. Leur façon de poser le problème des Noirs aux États-Unis est très différente des revendications raciales de l'époque du Black Power.

Transparence de l'homme complet, notion que Houston-Jones pose jusqu'à l'absurde dans son solo In the Dark. Il est un homme noir dansant dans le noir. Mais le verrait-on plus si la lumière n'est pas victime d'un phénomène de réflexion collective?

MARCELLE MICHEL. * Centre américain, 261, boulevard Raspail. 21 heures. Spectacle jusqu'au 11 et 18 février.

Communication

La polémique sur le prix de TF 1

Le ministère des finances précise les conditions de cession de la chaîne au bout de dix ans

Le ministère de l'économie et des finances a précisé l'étude par le gouvernement de la cession de TF 1 au bout de dix ans.

Le cabinet de M. Edouard Balladur, au sein duquel se trouve le ministre de l'économie et de la communication, a précisé les conditions de cession de TF 1.

En expliquant qu'une éventuelle cession de TF 1 tombera sous le régime commun des sociétés cotées en Bourse, le ministre de l'économie et des finances cherche à rassurer les candidats sans reculer pour autant sur les principes.

En revanche, le cabinet de M. Balladur apporte des éclaircissements nouveaux sur les conditions de cession du capital de TF 1 au bout de dix ans.

Cette disposition pourrait rendre plus difficile le changement de propriétaire de TF 1. Supposons que, dans dix ans, la chaîne soit évaluée comme aujourd'hui 4,5 milliards de francs dont 500 millions d'actifs corporels.

En bonne logique libérale, tout dépendra de l'exploitation de la chaîne pendant dix ans. Si TF 1 garde sa place de première chaîne et augmente son audience, sa valeur risque d'être élevée pour un acheteur potentiel.

Les difficultés de la télévision américaine

CBS et ABC annoncent des résultats en baisse

La chaîne américaine CBS annonce une baisse de 7% sur ses bénéfices pour le dernier trimestre 1986.

Les perspectives de reprise économique étant encore incertaines, les télévisions américaines prévoient une année 1987 des plus modestes avec une croissance limitée à 3% ou 4%.

Mauvais résultats aussi pour le réseau ABC, qui enregistre une perte d'environ 75 millions de dollars pour 1986.

Tous les opérateurs doivent faire face à une stagnation persistante des investissements publicitaires. De plus, l'audience des réseaux nationaux et des stations indépendantes diminue face à la poussée des chaînes thématiques sur le câble.

Pour se mettre en conformité avec la loi M. Murdoch abandonne ses stations de radio et de télévision en Australie

La gigantesque bataille déclinée, il y a un mois, par M. Rupert Murdoch pour prendre le contrôle du groupe de presse Herald and Weekly Times (le Monde du 20 janvier) débouche sur une grande restructuration de l'audiovisuel australien.

Après le retrait de M. Murdoch, quatre grands groupes se partagent le marché de la télévision australienne.

Elles ont été cédées pour 842 millions de dollars australiens (environ 563 millions de dollars américains) au groupe Westfield Capital pour le compte d'une des filiales, Northern Star Holdings.

M. James Fairfax contrôle désormais trois stations à Melbourne, Sydney et Brisbane. M. Robert Herant, qui a tenté en vain de racheter les actifs audiovisuels de M. Murdoch, devra se contenter de deux stations à Perth et Adélaïde.

Poursuite du programme TDF 1-TDF 2

Le gouvernement tranchera fin février

M. Guyon-Beauchamps, président de l'Institut de France (TDF), vient d'être chargé par le premier ministre du dossier de commercialisation de la télévision directe TDF 1 et TDF 2.

Le 12 janvier dernier, M. Contamine avait remis un rapport aux pouvoirs publics, dans lequel il estimait possible de constituer une société de commercialisation d'un capital de 600 millions de francs.

A 2 et FR 3 malades du soupçon Une lettre de M. François Ponchelet

M. François Ponchelet, rédacteur en chef du Journal de 20 heures sur Antenne 2, nous apporte les précisions suivantes après la parution de notre enquête dans le Monde du 13 février, « A 2 et FR 3, malades du soupçon ».

M. Lionel Jospin ne s'excuse pas d'une possible attribution de la prime à M. Robert Hersant. Le premier secrétaire du PS invité, jeudi 12 février, à l'Assemblée nationale, sur Europe 1, s'est déclaré « complètement scandalisé » par une éventuelle attribution de la cinquième chaîne à M. Hersant.

Juppé, avait, de son côté, estimé que le projet reposait sur une approche déformée de la situation économique, technique, et commerciale, aux conséquences néfastes pour le gouvernement.



par le prix de TF

précise les condit
au bout de dix

[Faded, illegible text from the left margin of the page]

des stations
en Australie

tranchera fin fév

LES ARTISTES ONT VOTÉ...

La plupart des artistes français souhaitent qu'il existe en France une chaîne de télévision musique et fiction, avec plus de 50% de programmes musicaux.

Goldman, Renaud, Indochine, Cabrel, Hallyday, Souchon et aussi Henri Salvador, Line Renaud...
Ils déclarent : "une chaîne à dominante musicale est pour nous une nécessité vitale" !
Sans chaîne musique et fiction, finis les clips français.
Sans clip français, finie la nouvelle chanson française.
Sans chaîne musique et fiction française, viendra le déferlement en France des Sky Channel et autres Super Channel : le triomphe définitif de la variété anglo-saxonne.
La chaîne musique et fiction programme dès la première année plus de 50% de musique francophone et de films français : c'est l'espoir de la création française.

TFM

LA TELEVISION DIFFERENTE

سكنا من الاجل

i
r
l
r
e
e
s
s
e
e
i
s
s
e
n
v
le

lo
u
o
r
er
à
se
-L
us
pe
us
est
vle
e

nat
la
nis
do
se,
de
une
lul
le
ait
des
sp-

ait
le
re-
le
de
ar-
ide

-
rce
me
us-
suri
jes
dis
suri
sur
qui
ste
ne
spe
cité

-
-

gr-
s à
du
sur
un
ro-
djà
ta.
ele
rt.
fus
et
hui
qui
ms

le
s à
es
ro-
su

tifi-
on
ar-
ion
oc-
de
gés
res
cés
en
les
rio

سكننا من الاجل

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses. LA TEMPÊTE, Théâtre de la Ville, 19 h 30.

JARDIN D'HIVER (42-55-74-40), 21 h : Arrumanches. BRUYÈRE (48-74-76-99), 21 h : Femme sauvage.

Les salles subventionnées

Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses. OPÉRA (47-42-57-50), 19 h 30 : Elektra.

LA MOUETTE RIÈUSE (43-71-20-85), 20 h 30 : Rosina. OLYMPIA (47-42-35-49), 20 h : Les Femmes.

Les autres

AMANDIÈRE (43-66-42-17), 20 h 30 : La Divine Clotilde. ANTOINE (42-08-77-71), 20 h 30 : Héroïde.

CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Théâtre, 20 h : Le Mariage de Figaro.

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES SPECTACLES NOUVEAUX. Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

LES SPECTACLES NOUVEAUX. Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES SPECTACLES NOUVEAUX. Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

LES SPECTACLES NOUVEAUX. Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES SPECTACLES NOUVEAUX. Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

LES SPECTACLES NOUVEAUX. Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20. Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles.

Vendredi 13 février

En région parisienne

AUBERVILLIERS, Th. de la Commune (48-36-16-20), 20 h 30 : Les Femmes.

cinéma

BLUË VELVET (A. v.a.) (7) : Gaumont Opéra, 19 h 30.

La Cinémaèque

CHAILLOT (47-24-24-24) 19 h : Derrida amoureux de J. Masso.

Les exclusivités

LES ANDEUX A MATIORA (Sov., v.a.) : Gaumont Opéra, 19 h 30.

LES FILMS NOUVEAUX

AMÉRIQUE DE MALFAITEURS, film français de Claude Zidi.

Gennevilliers, 14e (43-27-84-50) : Gaumont Opéra, 19 h 30.

PARIS EN VISITES

« Nouvelles restaurations des salons de maître de la maison... »

SAMEDI 14 FÉVRIER

« Les Catinettes... » 15 heures, place Daubigny-Rochereau.

CONFÉRENCES

Musée Guimet, place d'Iéna, 15 heures : « L'art du Tibet ».

Le Monde sur minitel LIVRES Les dernières critiques du Monde. Concours : comment écrivent-ils ? 36.15 TAPEZ LEMONDE

Le Carnet du Monde

Le Monde CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

QUOTIDIEN REGIONAL

RECHERCHE
UN SECRETAIRE DE REDACTION

Expérience professionnelle,
indépendant.
T. (1) 96-46-89-89, p. 180.

COMMERCIALES
PLACEMENTS

INTÉRESSÉS 15% GERMANIE
immobilières. 43-48-77-53.

PROFIL DIVERSES

Emplois et Carrières de la
fonction publique, numéro
spécial de FRANCE CARRIERES
chez votre marchand de
journaux (R.P.).

DEMANDES
D'EMPLOIS

Etudiants histoire, titulaire
1er degré comptabilité, CAP
comptabilité, BEP comptabilité,
des CS, RECHERCHE EMPLOI
JUN. JULIET, occ. Étude
sans prospect. Loc. 6/18 B388
LE MONDE PUBLICITE,
5, rue Montcastry, Paris-7e.

J.F. cherche emploi stable
STENOACTYLO

CADRE 38 ans,
15 ans expérience en Inter-
net, air, mer, rail,
domes, transit.

RESPONSABLE

tr. de 50 salariés, toutes
activités. Tél. (1) 47-22-07-23
LE MONDE PUBLICITE,
5, rue Montcastry, Paris-7e.

J.F. 35 ans, diplômé, sérieux,
est. emploi bureau, réception,
classement, accueil clientèle
ou divers, même milieu hospitalier
(agent hospitalier).

Mme Jacqueline Réaumont,
57, av. de la République,
93340 LE PAINVILLE.

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés
ceste semaine:
SINFEDI
INFOPARC
DIRECTEUR GENERAL
TIMKEN
Gestion des Cadres
et de la Communication
ASSISTANT GESTION
ARMOR
JEUNE CHEF DE ZONE EXPORT
CHARGEURS S.A.
CONTROLLER
AEROPOSTALE
CHEF DU SERVICE
COMPTABILITE
JEUNE DIRECTEUR FINANCIER
GROUPE EGOR
8, rue de Berni - 75008 PARIS

L'IMMOBILIER
appartements ventes
18e arrdt
SACRE-COEUR
Boulevard de la Chapelle
AGENCE LITRE
ALAIN BIRN
42-67-95-30
8e arrdt
RIVE GAUCHE
RUE DE LA GAYE
ALAIN BIRN
42-67-95-30
15e arrdt
RIVE DROITE
AV. FOCHE - RUE CHALGRIN
ALAIN BIRN
42-67-95-30

Locations
bureaux
Locations
VOTRE BIEN
CÉDER DROIT AU BAIL
pavillons
villas
immeubles
LOCAUX COMMERCIAUX
A LOUER ENTREPOT
L'AGENDA
Antiquités
Tapis
Jeune fille
Luminaires

Décès

- Tunisie
M. Cherifa Ben Othman,
son épouse,
M. Nourredine Ben Othman,
M. Mohamed Ben Othman,
M. Habbib Mezali,
M. Abbas Bahri,
M. Jellil Bahri,
M. Ala Ben Othman,
M. Thouraya Mahjoub,
M. Hadia Mezali,
Les familles Ben Othman, Esmail,
Bahri, Mahjoub, Mezali, Kahlil,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Albert LAFERRIERE,
survécu le 8 février 1987,
quatre-vingt-neuf ans.
Les obsèques ont eu lieu à Paris, dans
l'intimité familiale.

ment à Sainte-Colombe (Nièvre), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.
7, rue Alfred-Stevens,
75009 Paris.
150, avenue du Maine,
75014 Paris.
- Ou nous prie d'annoncer le
M. Lucien MOREL,
ingénieur des Arts et Métiers,
survécu le 11 février 1987, dans un
cinquante-sixième année.
La cérémonie religieuse a été célé-
brée en l'église Saint-Jean-Baptiste de
Sceaux, sa paroisse, le jeudi 12 février.
L'inhumation a eu lieu au
de Lorient (Morbihan).

M. Claude Halphen,
et Mme Bertrand Halphen,
et leur fils, Adrien,
ses enfants et petit-fils,
M. Joëlle Piaton,
et ses enfants,
sa fille et ses petits-enfants,
M. Milla,
sa sœur,
M. et Mme Etienne Halphen,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Szaïz HALPHEN,
né Labrousse,
survécu le 5 février 1987.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité.

M. Lucien LEMOINE,
survécu le 9 février 1987.
Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

M. Jean JACQUET,
professeur agrégé de microbiologie
à l'Université de Caen,
docteur honoraire
de l'Université de Caen,
directeur d'enseignement
et de recherches des sciences de la vie
et du comportement des Stres vivants,
membre de l'Académie d'agriculture
et de l'Académie vétérinaire de France,
membre de l'Académie nationale
de médecine,
survécu à Paris, le 12 février 1987.

M. Lucien MARIAT,
peintre de la marine,
prix de Rome,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
officier des Palmes académiques,
vétérinaire militaire,
croix de guerre 1914-1918,
survécu le jeudi 12 février 1987, à l'âge
de quatre-vingt-quatre ans.

Publication Judiciaire
VENTE DES ORDINATEURS PERSONNELS IBM
CONCURRENCE DÉLOYABLE D'UN DISTRIBUTEUR NON AGREE
Le 14 mai 1986, le Tribunal de Com-
merce de Paris a rendu un jugement
dans lequel il a condamné le distributeur
non agréé de la S.A.R.L. LA SECRETAI-
RERIE à verser à la S.A.R.L. LA SECRETAI-
RERIE la somme de 100 000 F. par jour de
retard et par infraction constatée à
compter de la signification du présent
jugement.

Anniversaires
- M. Roger Jacob
rappelle à tous ceux qui l'ont estimé et
aimé le souvenir de son épouse,
Roger JACOB,
décédé le 14 février 1986.

Une année scolaire
aux U.S.A.
avec Eurolangues
15 à 18 ans
Famille + High School
Plus de 18 ans
Collège
documentation sur demande
35, bd des Capucines 75002
Paris Téléphone (1) 42.61.53.35

BERTTEIL
SOLDES
3, PLACE ST AUGUSTIN
75006 PARIS
7, RUE DE SOLFERINO
75007 PARIS



Handwritten Arabic text: سكراتى الاحلى

Economie

REPÈRES

Grande-Bretagne

Hausse du chômage...

Après cinq mois consécutifs d'amélioration, le chômage en Angleterre, qui avait atteint son plus bas niveau en novembre 1986 à 11,3 %, représentant 3,29 millions de personnes, a augmenté de 0,2 point en janvier, à 11,5 %, représentant 3,32 millions de personnes. Les statistiques font encore apparaître une diminution de 300 sans emploi, après des hausses de 25 700 en décembre, 21 400 en novembre, 26 400 en octobre.

... et des salaires

Les salaires ont augmenté de 0,6 % en fin d'année, outre-Manche, prouvant par surprise les analystes. Ils avaient été prévus à l'automne à 0,5 %.

Salaire horaire

+ 1 % de pouvoir d'achat en 1986

Les statistiques britanniques prévoient un accroissement des salaires de 1,1 % en 1986. Ce gain de pouvoir d'achat est dû à une augmentation de 0,8 % au quatrième trimestre 1986, contre 0,7 % au troisième trimestre et à l'année, le rythme du premier trimestre 1986, à 3,2 % depuis janvier 1986, et un gain de pouvoir d'achat de 1 %.

Bourse

L'action Paribas très demandée à 480 F

Pour son premier jour en Bourse, l'action Paribas a été cotée à 480 F, une plus-value de 10 % par rapport à son cours de 435 F.

SOCIAL

L'ouverture des banques le samedi

L'accord du Crédit lyonnais divise les syndicats

L'Association française des banques (AFB, patronat) devrait le vendredi 13 février, à l'occasion du coup d'envoi des négociations salariales 1987, l'ouverture d'une discussion de branche sur l'aménagement du travail et les modalités d'ouverture des guichets.

L'accord signé sur ce thème par le Crédit lyonnais par la CFDT (35 % des filiales professionnelles) et le SNB-CGC (25 %) risque de provoquer une vive contestation. Ce samedi, la CGT a lancé une journée d'action dans la banque, une grève du Crédit lyonnais à laquelle se sont associés FO, CFTC, les sections CFDT. Grève annoncée autour de revendications salariales par la CFDT sur l'ouverture des guichets.

Pourquoi un tel accord a-t-il été signé ? Il s'agit d'un accord individuel, à 41 000 salariés, qui n'aura pas l'immédiat effet sur le personnel d'embellie, le préambule à l'accord affirme que les aménagements de l'emploi doivent être réalisés en priorité dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Dans cette hypothèse, les aménagements devront être réalisés d'une information au niveau local et de concertation avec les partenaires sociaux. Mais il s'agit d'un accord d'entreprise, ce qui entraîne des dérogations contractuelles ou réglementaires, ce qui devra être prévu en septembre 1985 à l'espace Casino de Villefranche-sur-Saône, aux termes d'un accord signé par le SNB-CGC et FO. Lorsque les négociations représentent plus de 50 % des inscrits.

Plusieurs aménagements sont envisagés : élargissement de l'implantation journalière d'ouverture, fonctionnement de certaines agences 6 jours sur 7, points de vente supplémentaires, horaires d'ouverture des services commerciaux (comme cela a été prévu en septembre 1985 à l'espace Casino de Villefranche-sur-Saône, aux termes d'un accord signé par le SNB-CGC et FO). Lorsque les négociations représentent plus de 50 % des inscrits.

En tout état de cause, les salariés ont droit à 15 jours de

18,5 %. Comme l'emploi des demandeurs, qui ont dépassé 2 800 000, et le salaire moyen (1986) de 10,5 %, le salaire d'agents de change Nivea-Florio, qui dépouillait les ordres, n'a pas varié sur 10 % de ces demandes, celles qui étaient liées à la hausse de la valeur des cours et à un prix égal ou supérieur à 480 F. Le samedi 13 février, le salaire a pourchassé dans la mesure réglementaire de 4 %, 25 % des demandes pouvant vraisemblablement être satisfaites à un cours voisin de 500 F. Les 258 000 titres offerts proviennent, très certainement, de détenteurs de certificats d'investissement Paribas émis au début de 1986 pour plus de 11 millions de francs, dans le cadre de la vente de l'opération, aurait plusieurs centaines de millions de francs ces derniers mois, afin d'éviter un décalage des cours.

Les travaux qui débutent trouvent leur origine dans le réajustement des Etats membres devant le réalancement monétaire au sein du SME. Les ministres avaient alors invité les autorités compétentes à regarder d'un peu plus près le fonctionnement du SME. C'est ce

Le durcissement du climat de la concurrence et le délégitimation de la monnaie du SME ont conduit à adapter sa stratégie à ses nouvelles conditions de marché. En particulier, la disparition progressive des prêts bonifiés par l'Etat, qui sont revenus de 85 % des prêts en 1984 à 60 % en 1985 et 25 % seulement en 1986, l'a amené à diversifier ses activités.

Sur les 108 milliards de francs d'investissement que le Crédit national a contribué à financer en 1986, 13 milliards de francs ont été financés à court terme en 1986 (sans compter les opérations purement financières) (immobilières et immatérielles (recherche-développement, publicité, marketing, développement) se sont élevés au quart du total.

La gamme des prêts a été élargie pour tenir compte notamment des variations du niveau des taux d'intérêt : 30 % des concours totaux ont été représentés par la nouvelle formule des prêts renouvelables, d'une durée de douze ans mais remboursables sur les trois ans au gré de l'emprunteur, sans aucune indemnité. En 1987, sont lancés le prêt participant, associant un taux d'inté-

ret initial plus avantageux à un marge supplémentaire indexée sur un paramètre significatif (excédent brut d'exploitation, option sur titres D) et le prêt à taux variable relayé à taux fixe, dont la seconde phase optionnelle permet de limiter la durée de l'opération à la demande du client.

Par ailleurs, le Crédit national, spécialiste, auparavant, des grandes entreprises, s'oriente de plus en plus vers les PME et le secteur tertiaire. Sur 1 563 entreprises ayant obtenu un prêt en 1986, 90 % employaient moins de 500 salariés, 66 % moins de 100, tandis que 32 % des concours globaux allaient au tertiaire contre 17 % en 1985 et 13 % en 1984.

Enfin, le Crédit national développe, maintenant, une activité directe d'investissement en fonds propres, pour satisfaire les besoins croissants des entreprises dans ce domaine du haut de bilan. Créée au début de 1986, cette activité a démarré rapidement : 160 dossiers ont été déposés en janvier, une vingtaine d'opérations décidées pour 100 millions de francs, auxquels il faut ajouter les 50 millions de francs de prêts (détenus à 20 %) par le Crédit national, et 20 millions de francs de Sofinest (Électronique et Informatique).

ÉTRANGER

La réunion du comité monétaire des Douze

Renforcer le SME pour mieux dialoguer avec Américains et Japonais

BRUXELLES Communautés européennes Un correspondant

L'exercice de réflexion qu'a engagé, jeudi 12 février, à Bruxelles, le comité monétaire des Douze et qui devrait durer deux mois vise à considérer un système monétaire européen (SME) en crise, et dont on a pu craindre, à la mi-janvier, qu'il fût en péril. Il cherche par la même occasion à relancer la coopération économique et monétaire.

Prévoqué par une agression extérieure, à savoir la chute programmée du dollar, il a pour objet de trouver les moyens qui permettraient aux pays de la Communauté, si l'agression se répète, de mieux préserver leur cohésion. Mais, d'une manière qui n'est peut-être qu'un apparence paradoxale, il est également conçu pour faciliter la tâche à ceux qui, des deux côtés de l'Atlantique, sont bien connus pour être en faveur d'un système à concentration active. Autrement dit, les membres du groupe des Cinq (le G5) devraient retrouver le chemin de l'Hotel Plaza.

Les travaux qui débutent trouvent leur origine dans le réajustement des Etats membres devant le réalancement monétaire au sein du SME. Les ministres avaient alors invité les autorités compétentes à regarder d'un peu plus près le fonctionnement du SME. C'est ce

réel initial plus avantageux à un marge supplémentaire indexée sur un paramètre significatif (excédent brut d'exploitation, option sur titres D) et le prêt à taux variable relayé à taux fixe, dont la seconde phase optionnelle permet de limiter la durée de l'opération à la demande du client.

Par ailleurs, le Crédit national, spécialiste, auparavant, des grandes entreprises, s'oriente de plus en plus vers les PME et le secteur tertiaire. Sur 1 563 entreprises ayant obtenu un prêt en 1986, 90 % employaient moins de 500 salariés, 66 % moins de 100, tandis que 32 % des concours globaux allaient au tertiaire contre 17 % en 1985 et 13 % en 1984.

Enfin, le Crédit national développe, maintenant, une activité directe d'investissement en fonds propres, pour satisfaire les besoins croissants des entreprises dans ce domaine du haut de bilan. Créée au début de 1986, cette activité a démarré rapidement : 160 dossiers ont été déposés en janvier, une vingtaine d'opérations décidées pour 100 millions de francs, auxquels il faut ajouter les 50 millions de francs de prêts (détenus à 20 %) par le Crédit national, et 20 millions de francs de Sofinest (Électronique et Informatique).

zones cibles. Il s'agit, en termes simples, de stabiliser l'emploi par M. Balladur, de discuter, et si possible de se mettre d'accord, sur les niveaux auxquels il serait souhaitable que se stabilisent les relations dollar, le yen et les monnaies européennes, au premier rang desquelles bien sûr le mark.

Les Français, qui commencent les réflexions de l'Allemagne à l'égard d'une telle approche, résistent tout esprit de système. Vous avez raison, expliquent-ils en substance, il n'est pas question d'administrer les monnaies. Mais nous nous trouvons, en raison de la situation économique et politique aux États-Unis, dans une période un peu exceptionnelle où l'on dit à peu près n'importe quoi sur les parités de demain. Il serait dans ce cas opportun que nous fassions calmement connaître notre opinion.

Il est difficile, dira-t-on, de stabiliser les relations avec le dollar si on n'a pas l'accord au moins implicite des États-Unis, et un aspect des choses n'est bien sûr pas oublié, la préparation ordonnée par les Européens d'un débat avec les Américains peut faciliter un tel arrangement.

Un pilotage concerté et plus serré des politiques monétaires exige qu'on sache à peu près où l'on veut aller. On voit donc resurgir dans le texte français - qui s'en étend - l'idée de plages de référence ou de

réel initial plus avantageux à un marge supplémentaire indexée sur un paramètre significatif (excédent brut d'exploitation, option sur titres D) et le prêt à taux variable relayé à taux fixe, dont la seconde phase optionnelle permet de limiter la durée de l'opération à la demande du client.

Par ailleurs, le Crédit national, spécialiste, auparavant, des grandes entreprises, s'oriente de plus en plus vers les PME et le secteur tertiaire. Sur 1 563 entreprises ayant obtenu un prêt en 1986, 90 % employaient moins de 500 salariés, 66 % moins de 100, tandis que 32 % des concours globaux allaient au tertiaire contre 17 % en 1985 et 13 % en 1984.

Enfin, le Crédit national développe, maintenant, une activité directe d'investissement en fonds propres, pour satisfaire les besoins croissants des entreprises dans ce domaine du haut de bilan. Créée au début de 1986, cette activité a démarré rapidement : 160 dossiers ont été déposés en janvier, une vingtaine d'opérations décidées pour 100 millions de francs, auxquels il faut ajouter les 50 millions de francs de prêts (détenus à 20 %) par le Crédit national, et 20 millions de francs de Sofinest (Électronique et Informatique).

discret qui jouit d'une certaine autonomie par rapport au reste de l'appareil institutionnel de la Communauté.

Les accords, c'est-à-dire les périodes d'effervescence sur les marchés, sont inévitables, le mécanisme de change du SME est précisément conçu pour en amortir les effets. Les Français demandent qu'il soit appliqué au complet. A ce point de vue, le comité monétaire des Douze, qui s'est réuni le 12 janvier, est le plus mauvais pour tous : lorsque le mark a commencé à fortement grimper et le franc français à être attaqué, les Allemands n'ont pas réagi.

Par ailleurs, lorsque notre monnaie a commencé à monter, ils ont le leur et se situent au plafond, ils ont été surpris d'intervenir pour ne pas sortir des rails du SME.

Les règles actuelles excluent les monnaies fortes de toute participation à des interventions préventives. Les Français trouvent que c'est une erreur, que les débordements de janvier, les interventions considérables auxquelles a été contraint le Bundesbank ont en fait permis qu'on s'ait laissé aller jusqu'à la crise intense.

Philippe Lemaître, directeur de l'Institut d'études économiques de l'Université de Paris, a écrit que cela ne se reproduise ; nous ne sommes pas des fanatiques d'intervention à tout va. Mais l'expérience nous apprend qu'il y a intérêt à concevoir une pratique efficace des interventions intramonnaies, combinée, si possible, avec une politique de taux d'intérêt coordonnée.

Philippe Lemaître, directeur de l'Institut d'études économiques de l'Université de Paris, a écrit que cela ne se reproduise ; nous ne sommes pas des fanatiques d'intervention à tout va. Mais l'expérience nous apprend qu'il y a intérêt à concevoir une pratique efficace des interventions intramonnaies, combinée, si possible, avec une politique de taux d'intérêt coordonnée.

Philippe Lemaître, directeur de l'Institut d'études économiques de l'Université de Paris, a écrit que cela ne se reproduise ; nous ne sommes pas des fanatiques d'intervention à tout va. Mais l'expérience nous apprend qu'il y a intérêt à concevoir une pratique efficace des interventions intramonnaies, combinée, si possible, avec une politique de taux d'intérêt coordonnée.

Philippe Lemaître, directeur de l'Institut d'études économiques de l'Université de Paris, a écrit que cela ne se reproduise ; nous ne sommes pas des fanatiques d'intervention à tout va. Mais l'expérience nous apprend qu'il y a intérêt à concevoir une pratique efficace des interventions intramonnaies, combinée, si possible, avec une politique de taux d'intérêt coordonnée.

Le Monde sur minitel L'ACTUALITÉ EN DIRECT Paribas : les premiers prix 3615 TAPEZ LEMONDE

ODOUL AGENT DE GARDMECO Garde-meubles 42 08 10 30 16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

CHALLENGES LE MAGAZINE DE VOTRE RÉUSSITE PROFESSIONNELLE COMMENT LES ENTREPRISES DETECTENT LEURS FUTURS "CRACKS"

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

13 FEVRIER

Règlement mensuel									
Compos.	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%	Compos.	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%
107	Orléans Ind.	110	105	- 4,5	107	Orléans Ind.	110	105	- 4,5
108	De Fum. Ind.	105	102	- 2,9	108	De Fum. Ind.	105	102	- 2,9
109	De Fum. Ind.	105	102	- 2,9	109	De Fum. Ind.	105	102	- 2,9
110	De Fum. Ind.	105	102	- 2,9	110	De Fum. Ind.	105	102	- 2,9

Comptant (admission)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%
107	110	105	- 4,5
108	105	102	- 2,9
109	105	102	- 2,9
110	105	102	- 2,9

Second marché (admission)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%
107	110	105	- 4,5
108	105	102	- 2,9
109	105	102	- 2,9
110	105	102	- 2,9

SICAV (admission)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%
107	110	105	- 4,5
108	105	102	- 2,9
109	105	102	- 2,9
110	105	102	- 2,9

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
107	110	105
108	105	102
109	105	102
110	105	102

Marché libre de l'or

MONNAIES	COURS
Or fin 1000	7800
Pièce française (20 g)	374
Pièce suisse (20 g)	521
Pièce italienne (20 g)	471
Pièce espagnole (20 g)	585
Pièce de 20 dollars	3010
Pièce de 10 dollars	1505
Pièce de 5 dollars	752
Pièce de 10 francs	3145
Pièce de 5 francs	1572
Pièce de 100 francs	15720
Pièce de 50 francs	7860
Pièce de 20 francs	3144
Pièce de 10 francs	1572
Pièce de 5 francs	786
Pièce de 1 franc	157,2
Pièce de 0,5 franc	78,6
Pièce de 0,2 franc	31,44
Pièce de 0,1 franc	15,72

La question en direct de votre portefeuille personnel 36,15 Tapas LEMONDRE pour BOURSE

سكنا من الالهي

RURES
FRERES
VIE SON
CLIENTE
SON
SEMENT
RESSE

